

Des syndicalistes donnent leur point de vue

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

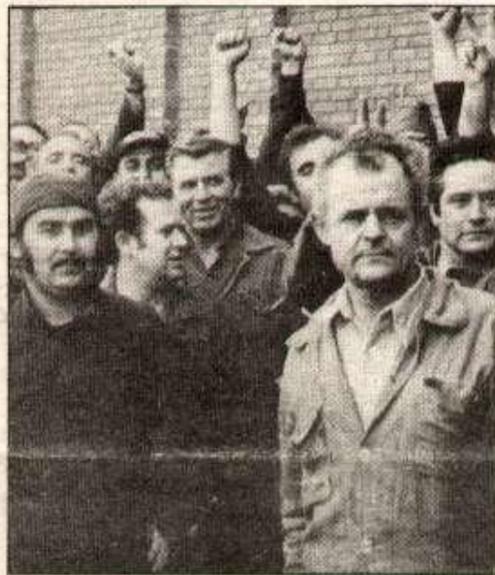
Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 27 OCTOBRE 1977 - N° 543

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Espagne



CARRILLO A SIGNÉ LE PACTE D'AUSTÉRITÉ

Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. espagnol a signé mardi avec Suarez, le premier ministre et Felipe Gonzalès, dirigeant du P.S.O.E. un accord approuvant l'austérité en Espagne, sous prétexte de lutter contre l'inflation. Du même type que le plan Barre, le programme approuvé par Carrillo vise à faire accepter des sacrifices aux travailleurs.

(Lire en page 9)

Le PCF lance sa campagne électorale

Le milliard du PCF et les bluff de Marchais

Depuis la rupture de l'union de la gauche, le PCF a engagé une importante campagne visant à convaincre les travailleurs qu'ils devaient lui servir de masse de manœuvre dans son marchandage avec le PS. Cette campagne semble rencontrer un certain nombre de difficultés particulièrement en direction des couches les plus exploitées.

Ceci explique cette

phrase prononcée au cours de la conférence de presse du PCF mardi : «Les nouvelles initiatives que nous allons prendre s'adresseront à l'ensemble des Français qui aspirent au changement ; une attention particulière sera cependant apportée à ceux qui souffrent le plus de la politique actuelle. Ce sont non seulement les premières victimes de la crise, mais aussi les moins informées, les

cibles privilégiées des offensives démagogiques de la droite».

Ces propos témoignent également du mépris de ce parti pour la classe ouvrière qui, quand elle n'est pas d'accord pour servir de marche pied à l'accession du PCF au pouvoir, est accusée de tomber dans les panneaux de la propagande de la droite.

Pour transformer cette situation, le PCF a décidé de débloquer un milliard, de réorganiser son secteur de propagande, de visiter les vingt-deux régions de France, d'entreprendre un gigantesque porte à porte avec ses «600 000 militants».

En fait il y a là une bonne partie de bluff car, s'il est vrai que le parti révisionniste se distingue de la social démocratie classique notamment par sa capacité militante, il n'en reste pas moins qu'il est loin de disposer de la puissance militante qu'il prétend.

(Lire page 7)

Conséquence de la campagne d'intoxication

Attentat contre le siège du syndicat de la magistrature

Une bombe a explosé mardi matin devant le siège du Syndicat de la Magistrature à Paris 15°. L'engin n'a fait que des dégâts matériels, mais l'heure de son explosion avait été choisie pour faire éventuellement des victimes : le mardi matin, le Syndicat de la Magistrature tient une permanence.

Cet attentat est la suite logique de toute une campagne d'intoxication menée par la plus grande partie de la presse après l'affaire Schleyer. *France-Soir* qui se distingue dans cette campagne, rejoint la presse du groupe Springer dans son ignominie. Le quotidien de Hersant écrit en effet que l'attentat était «dirigé contre les terroristes.»

(Lire page 5)

Bretagne : près de 2 millions de choux-fleurs détruits

Des choux-fleurs jetés par centaines de milliers, détruits au broyeur, c'est le lamentable spectacle qui se déroule actuellement en Bretagne. Achetés moins de 70 centimes, les choux-fleurs sont vendus dans les villes près de 3 francs. L'abondance de la production n'explique pas ce gaspillage, l'organisation du marché est directement en cause.

(Lire page 5)

CFDT : sidérurgie lorraine : un congrès de bilan

Autour du thème : «Les sidérurgistes veulent vivre et travailler en Lorraine», le Congrès a été marqué par la réflexion, notamment dans le rapport général, sur le fait que la riposte n'a pas été à la hauteur de l'offensive des maîtres de forge, et n'a pas réussi à contrer leurs plans, en particulier à Usinor-Thionville.

(Lire en page 2)

Nantes : procès d'un patron

Le 12 septembre 1974, quatre ouvriers périssaient, asphyxiés dans une usine d'engrais de Chantenay (Loire-Atlantique). Malgré des charges accablantes retenues contre lui, le patron de l'usine avait été relaxé par le tribunal de première instance. Il est à nouveau jugé, en appel à Nantes le 26 octobre.

(Lire page 8)

Dubigeon

«Ici Radio Libre 44»

Les femmes des ouvriers ont la parole

Le mercredi 19 octobre, les femmes de Dubigeon entrent de plain-pied dans la grève. Brisant l'isolement, elles ont décidé de participer à la lutte. Elles ne veulent pas se contenter de gérer le budget familial mais intervenir avec les hommes dans les actions à venir. Elles ont pris la parole dans une émission de Radio-Libre 44, où elles expliquent comment elles avaient pris une telle décision

(Lire page 4)



LUTTES OUVRIERES

Le 7^e congrès
de la FGM-CFDT
métallurgie Lorraine

UN BILAN DE L'ACTION CONTRE LES MAITRES DE FORGES

Le thème du Congrès était «les sidérurgistes veulent vivre et travailler en Lorraine». Ce 7^e Congrès a été marqué par la réflexion, notamment dans le rapport général, sur le fait que la riposte n'a pas été à la hauteur pour contrer les plans de la bourgeoisie en particulier à Usinor-Thionville.

Comme le soulignait un représentant de la section : «Il est nécessaire de tirer les enseignements de cette lutte d'Usinor, pour éviter de nouveaux échecs demain». Constatant que de nombreuses questions posées dans le rapport ne se trouvaient pas dans la résolution finale, la section a proposé un ensemble d'amendements sur la pratique syndicale et l'unité d'action. Elle y affirme : «Le plus important étant de poser le débat au milieu des travailleurs, de les informer de la situation, de leur proposer des objectifs et des actions, il faut organiser le débat, permettre aux travailleurs de critiquer les conceptions en présence et de faire leurs propositions. (...) Cette pratique d'assemblée de chantiers, d'assemblée générale, permet de faire des choix d'objectifs et de créer les conditions véritables de l'unité d'action». Et aussi : «Participer à une négociation sans qu'il y ait les travailleurs à l'action, ce n'est pas négocier».

Cet ensemble de propositions contenait une part d'autocritique de la part de la section d'Usinor, dans le cours de la lutte, et remettant en cause les

choix de la FGM face aux mesures des maîtres de forge : mise en place des cartels intersyndicaux, participation prolongée à la discussion aboutissant à la convention sociale signée finalement par F.O. seulement.

lement par F.O. seulement, a recueilli 40 % des voix de ce Congrès.

En arrière-fond de ce débat, et de tout le congrès, les échéances électorales. Alors que de nombreuses interventions traduisaient les réticences devant les projets de la gauche, la conviction que les travailleurs devraient arracher ce qu'ils exigent qu'il y ait ou non un gouvernement de gauche, la résolution finale, elle, se place largement dans l'optique d'une victoire électorale de la gauche. En particulier, y figure le soutien à la nationalisation de la sidérurgie. Bien sûr, la résolution affirme : «Ce qui importe surtout, c'est le contenu pratique de cette nationalisation».

Mais que signifierait une telle nationalisation, tant que ce n'est pas la classe ouvrière qui dirige mais toujours la bourgeoisie ?

Et ces droits nouveaux pour les travailleurs, peut-on compter sur un gouver-

nement de gauche pour les accorder, ou faudra-t-il se battre pour les arracher ? Ces questions, entre autres, sont restées dans l'ombre.

Correspondant
Thionville

Giraud S.A. : un travailleur licencié réintégré. Il en reste 19 !

L'entreprise Giraud S.A. (bâtiment) était absorbée, il y a quelque temps, par Nord-France. Cette absorption entraînait le licenciement de 20 travailleurs. La lutte pour leur réintégration était alors engagée. Parmi les licenciés se trouvait, comme par hasard, un militant CGT actif, qui avait notamment dirigé dernièrement une grève victorieuse. La direction de l'entreprise envisage de le réintégrer. Une première victoire importante, mais il reste 19 travailleurs !

Deux ouvriers asphyxiés

Dijon : deux ouvriers sont morts asphyxiés dans les égouts de la ville. Ce serait, d'après la municipalité, la décomposition des feuilles mortes qui serait responsable.

CFDT : «NORMALISATION» DANS LES PTT ?

Alors que s'ouvrent mercredi 26 octobre les travaux du congrès des Postaux parisiens CFDT, une «affaire» - comparable à celle de l'UD de Gironde ou du syndicat Berliet CFDT - vient au premier plan. Un dossier, réuni précisément par vingt militants d'une section PTT particulièrement combative (le centre de tri de Lyon-Gare) sanctionnés, circule déjà largement parmi les postiers CFDT et sans doute au-delà, semble-t-il... Il nous est apparu important de faire le point sur la

base des premiers éléments connus car, même «s'agissant d'une question interne aux syndicats et à la Fédération de PTT», elle a créé une situation de fait (à la veille des échéances de 78) qui concerne tous les travailleurs. Ouverte par les interventions du secrétaire des PTT-CFDT, E. Le Beller lors du 36^{ème} congrès fédéral de Montpellier, la vraie question est : de quel syndicat, et de quelle démocratie syndicale avons-nous besoin pour demain, face à la gauche au pouvoir ?

Mais d'abord, de quels faits parlons-nous ?

● Pour la Fédération des PTT et la majorité du Bureau départemental des PTT du Rhône (tous deux proches du CERES) il s'agit d'une «normalisation» qu'aurait rendu nécessaire une situation selon laquelle depuis longtemps (depuis la grande grève de 74 ?) la section de Lyon-gare aurait vécu «par son fonctionnement, ses activités et ses positions hors de la CFDT». Selon ces structures, tout se serait passé «dans le respect des règles statutaires». Par conséquent, la Fédération des PTT a éprouvé le besoin de faire connaître dans *Nouvelles CFDT* du 14 octobre 1977 que la décision prise par 9 voix contre 3 au Bureau Départemental PTT du Rhône, et 40 voix sur 95 mandats au Conseil (la S.S.E. Lyon-gare étant interdite de vote), était «irrévocable» ! Elle conseillait par là aux autres structures syndicales de ne pas intervenir en faveur de ceux qu'elle considère d'ores et déjà comme «exclus»...

● Pour les militants sanctionnés, il en va tout autrement ! Ils ont réuni, sur la question de leur «démission d'office» un dossier complet. C'était important pour que se fasse effectivement entendre la voix des intéressés eux-mêmes.

● Parmi les éléments fournis, on peut notamment relever :

— Que cette sanction est sans précédent ! (E. Maire au Congrès des PTT de mai 1977 ne disait-il pas que jusque là «On n'avait encore exclu personne de la CFDT» ?

— Qu'elle survient au moment où les PTT et le plan Barre-bis aggravent les conditions de travail et de santé des postiers, bloquent les salaires, les titularisations, les mutations, sanctionnent à tour de bras et veulent démanteler le Bureau Gare au profit du Centre automatique de Montrochet...

— Que c'est alors qu'on assiste à une offensive sans précédent du PCF pour se rallier la CFDT que des responsables (proches du CERES) trouvent judicieux de casser une section syndicale d'entreprise



CFDT dynamique et représentative (185 adhérents CFDT et 250 à la CGT sur le Centre)...

Et cela seul conduirait à s'interroger sur le sens d'une telle normalisation !

● Par ailleurs, les sanctionnés fournissent des précisions complémentaires qui ne manquent pas d'intérêt :

— Sur les militants visés :

Ce sont les 20 membres de la Commission Exécutive de la Section, élus par 76 % des adhérents le 16 janvier 1977. Ils militent à la CFDT depuis 3 à 18 ans selon les cas. Ils représentent toutes les brigades et les services. Le taux de syndicalisation est passé d'après ces militants de 150 en 1974 à 185 adhérents en septembre 1977. Par ailleurs, une assemblée générale d'adhérents réunie le 3 octobre (après les sanctions donc) leur a renouvelé la confiance, sans équivoque (pétition de 120 signatures sur 185 possibles)...

● Sur la procédure :

La «démission d'office» ou «exclusion» (selon la Fédération PTT) est intervenue sans que les militants concernés aient été entendus préalablement par le Bureau Départemental PTT, sans que non plus aient été fournis des éléments d'information préalables aux membres du Bureau (convoqués, disent certains d'entre eux, le 28

septembre pour une réunion le 29). Et surtout, les sanctionnés protestent de n'avoir jamais été avertis auparavant qu'une quelconque procédure était en route à leur rencontre. L'un d'eux, G. Valero, devait même déclarer au Conseil Syndical départemental du 4 octobre 77, chargé d'examiner l'affaire : «Le camarade qui nous accuse (comme d'ailleurs quelques représentants que ce soit de la Fédération) n'a jamais mis les pieds à Lyon-gare (...) Ces accusations nous portent que sur des «on dit» qu'il n'a jamais cherché à vérifier». Voilà assurément des données à prendre en compte avant de parler de «décision irrévocable» !

● D'autant que de nombreuses sections et syndicats du Rhône auraient été amenés à protester, aux dires mêmes de la Fédération PTT. Qui plus est, les militants sanctionnés et les membres démissionnaires du Bureau Départemental PTT hostiles à la sanction font état en leur faveur de la Résolution générale du Congrès départemental interprofessionnel du Rhône d'avril 77, qui précise qu'il ne saurait y avoir exclusion «que dans le cas reconnu de collusion effective et matérielle avec la direction d'entreprise ou avec la droite». Sans s'ingérer dans les affaires du syndicat PTT, l'UD-CFDT du Rhône aurait d'ailleurs fait une mise au point

demandant au syndicat de «suspendre provisoirement la décision» et offrant «son aide au syndicat PTT (...) pour résoudre, si c'est possible, les difficultés rencontrées aujourd'hui...».

Alors, la Fédération des PTT peut-elle longtemps faire la sourde oreille et prendre - unilatéralement - l'initiative de rouvrir dans la CFDT la «chasse aux sorcières» ? Le Conseil national confédéral qui s'ouvre jeudi 27 octobre affirme que «Le fonctionnement démocratique passe par des règles à observer, mais son respect est une reconquête de tous les jours, ce qui implique une grande attention de la part de chaque structure».

Aux PTT, cette reconquête n'est-elle pas à l'ordre du jour ?

Stéphane RAYNAL

RECTIFICATIF

Dans notre article du 25 octobre rendant compte du meeting de solidarité organisé par la CFDT à Caen, pour les 14 travailleurs de Blaupunkt et Caron Ozanne inculpés pour faits de grève, il fallait lire bien évidemment dans le 1^{er} paragraphe : «Dans son intervention introductive, le représentant de l'UIS regrettait que l'UD CGT n'ait pas cru bon de s'associer à cette initiative».

A Lip, autour du projet de coopérative

DES CENTAINES DE QUESTIONS

Lundi, les 300 Lip présents se sont répartis en 5 groupes de discussions. Le but de ces commissions : que chacun puisse donner son avis, exprimer ses interrogations sur le projet de coopérative. Dans chaque groupe, des dizaines de questions ont jailli, ont été notées.

Dans des commissions par exemple, beaucoup exprimaient un besoin d'information : comment va-t-on faire ? Comment va-t-on trouver des débouchés ? La deuxième série d'interrogations portait sur la finalité même du projet : est-ce qu'on va créer une société capitaliste, une coopérative ? Si le projet échoue et s'il y a des dettes, qui va payer ?... Enfin, troisième point, est-ce qu'on a un autre choix ?

Mardi matin, les Lip ont fait la synthèse de ces 5 groupes de discussions. Dans le rapport, les questions ont été regroupées selon quatre thèmes. Un premier, sur les aspects industriels et commerciaux du projet, un deuxième concernant les problèmes politiques et syndicaux, un troisième sur les côtés juridiques et matériels, enfin, tout ce qui concerne l'organisation interne (les problèmes sociaux, le règlement intérieur, la direction...)

En gros, on a pu dénombrer cinquante à soixante questions par thème. Classées par ordre d'importance, toutes ces questions doivent être rediscutées en commissions. Autour du 4 novembre, un projet serait alors présenté, éclairci et précisé par tous ces débats. Un dossier serait établi, reprenant les principales questions abordées par les Lip, et les réponses. C'est sur la base de « pré-projet » que le vote se ferait.



QUELQUES UNES DES QUESTIONS

— Est-ce que la Chambre de commerce sera d'accord ? Est-ce que le syndicat ne va pas nous entraver ? Quelle va être la réaction des patrons ?

— Qu'est-ce qui est réellement possible de faire du point de vue commercial ? Est-ce qu'on a des débouchés précis ?

— Quel genre de production va-t-on faire ? Il ne faudrait pas reproduire les gadgets de la société de consommation. Est-ce qu'on va fabriquer des montres de qualité, ou des montres camelotes ?

— Est-ce qu'on va être soutenus par les partis de gauche ? Est-ce que ce sera un moyen de pression sur les partis de gauche une fois qu'ils seront au gouvernement ? Quelle va être la position de la FSM (Fédération Générale de la Métallurgie) ?

— Est-ce que c'est une coopérative ? Est-ce que c'est l'autogestion ? Est-ce que l'autogestion est possible dans le système

capitaliste ? Est-ce qu'on ne s'embarque pas dans une affaire qui risque de se casser la figure, et qu'est-ce qu'on fera dans ce cas ? Est-ce que ce n'est pas un projet qui sert un peu la bourgeoisie ? Est-ce qu'on continuera à faire des manifestations ? — Combien de temps on va travailler ? Est-ce qu'il faudra travailler dur ? Qui va être directeur, qui va désigner la direction ? Est-ce qu'il y aura suffisamment de cadres ? Est-ce qu'on est assez mûrs pour s'engager dans un projet comme ça ?

Tout ce débat tourne autour de la finalité du projet, et la place des Lip dans la classe ouvrière :

va-t-on pas se couper du reste des travailleurs ? Aujourd'hui, on décortique le projet pour voir ce qu'il y a dedans, ce qu'il vaut.

Bien que certains, à l'initiative du projet, tentent de le laisser dans le brouillard, en profitant du poids que fait peser sur Lip aussi la situation politique, ce sont de riches débats qui se mènent aujourd'hui. Position de repli, c'est ainsi que beaucoup de Lip voient cette solution, à laquelle le PS refuse d'accorder le nom de coopérative. Ils n'ont guère d'illusions, mais posent toutes les questions qui permettront d'y voir clair.

Corr. Besançon

Pellet (Nanterre)

LE TRIBUNAL DES RÉFÉRÉS SUSPEND LES LICENCIEMENTS

En grève depuis le 6 octobre, les travailleurs de Pellet tiennent un piquet de grève pour empêcher que le patron fasse effectuer le travail des grévistes par les non-grévistes. Le patron a alors assigné 17 grévistes sur 25 en référé pour obtenir l'expulsion. Le patron pétitionnant l'occupation de l'usine, le tribunal décide de nommer un expert et renvoie le jugement au 27 octobre. Devant ce premier échec, le patron ne reste pas inactif et pour faire changer le rapport de forces en sa faveur, il licencie trois des grévistes sous prétexte de « faute grave ».

Aussitôt, les grévistes assignent leur patron en référé et signent individuellement une lettre déclarant qu'ils participeraient tous à tour de rôle au piquet. Ce dernier référé a

eu lieu ce mardi matin 25. Une quinzaine de travailleurs étaient présents, les licenciements ressemblant trop à des licenciements pour fait de grève, le tribunal, sous la pression des travailleurs, décide de les suspendre jusqu'à la décision du 27 octobre qui devra décider de l'entrave ou non au « droit de grève ». Cette décision contribue à un rapport de force favorable pour les travailleurs contre le patron : ce qui représente donc une victoire pour les grévistes.

Cor. Nanterre

Envoyer messages de soutien, dons et soutiens à UL-CFDT, 7, rue des Anciennes Mairies, 92100 - NANTERRE, en indiquant « Pour les grévistes de Pellet »

A Metz contre les licenciements les travailleurs de Montefibre manifestent

Après la manifestation devant le conseil régional de Lorraine à Metz, les « Montefibre » déjouent les pièges tendus par le préfet et la direction.

Partis de Saint-Nabord dans les Vosges siège de l'usine Montefibre les 1 039 travailleurs menacés de licenciement par la multinationale Montedison, ont manifesté mardi dans les rues de Metz et devant la préfecture.

C'est seulement 90 % des salaires de septembre qui ont été versés le 20 octobre malgré les promesses des pouvoirs publics de relayer l'entreprise défailante. De plus en usant de communiqués de presse contradictoires d'un jour sur l'autre le préfet cherche à faire accepter le principe des licenciements par les travailleurs eux-mêmes.

Le dernier prétexte invoqué est qu'un plan de relance partiel de l'usine justifierait l'avance d'un mois du licenciement des travailleurs jugés inutiles par les patrons. Les travailleurs de Saint-Nabord ont refusé de siéger en C.E., avec le préfet et les patrons, car ils refusent de négocier la mise en pré-retraite pour une trentaine d'entre eux le renvoi chez eux des travailleurs immigrés et le licenciement qui toucheraient 300 ouvriers au total.

Nouvelles de Franche-Comté

ACCIDENTS DU TRAVAIL

● Un ouvrier gravement brûlé sur un chantier du Doubs pour le compte d'une entreprise de Mulhouse.

CHÔMAGE

● Occupation de l'usine de confection Lucio à Dôle. Les 70 ouvrières vont recevoir leur lettre de licenciement. Après le dépôt de bilan en avril dernier, on avait fait miroiter aux travailleurs l'espoir d'une reprise par un industriel dijonnais. Mais ce n'était pas sérieux, maintenant seule la voie de la lutte peut sauver l'emploi.

● Aux établissements Filloz à Saint-Amour dans le Jura aussi, la lutte s'engage pour la défense de l'emploi. La direction a déjà imposé une baisse d'horaires.

● La direction du travail autorise « pour raisons économiques », l'entreprise Vernerey à licencier 22 travailleurs. Cette usine de traitement de ferrailles venues plus particulièrement de chez Peugeot, aurait subi une diminution de 30 % du tonnage, qu'elle reçoit, suite à un meilleur contrôle des déchets.

● Le ministère de l'Équipement vient de refuser de classer Besançon dans la zone A prioritaire pour recevoir des aides à l'implantation ou au développement d'entreprises, motif : « La situation de l'emploi y est nettement meilleure que dans les autres régions ». Toutefois, « en cas de brusque

aggravation », une prime exceptionnelle pourrait être versée. Il ne fait pas de doute que Rhône-Poulenc Textiles, qui a décidé d'annoncer le 20 ou 21 décembre un dépôt de bilan, essaiera d'obtenir non seulement cette prime, mais aussi des autorisations de licencier au moins 3 ou 400 travailleurs à Besançon.

● Depuis des semaines, l'entreprise Peugeot orchestre une campagne publicitaire sur le thème : « 1 000 embauches à Sochaux » : il n'y a pas de vrais chômeurs, la preuve on ne trouve même plus assez de candidats sur place, il faut aller les chercher ailleurs.

Or, le jour même où la direction faisait paraître un bilan triomphant dans l'est Républicain sur l'embauche et précisant sur deux mois, juillet et septembre : 1 032 personnes dont 122 femmes et 805 Français, paraissait également le bilan du chômage dans le secteur de Belfort Montbéliard Haute-Saône par l'ASSEDIC : il y a 4 519 chômeurs secourus dans ce secteur, ce qui représente une augmentation de 26 % en un an. Notons que seul 710 touchent les 90 % et que parmi les 1 000 embauchés de Peugeot, il y a pour une durée limitée et aux frais des contribuables 475 jeunes.

ÉCOLES

● Tous les parents sont unis pour garder leur école à Verges, ainsi qu'une troisième classe à Chagey (Haute-Saône).

Aux Ets Jedy à Schirmeck (Vosges)

L'HEURE EST À LA LUTTE

Les établissements Jedy, qui fabriquent des soupapes depuis 20 ans, vont changer de directeur, et se préparent à de nouvelles restructurations. Les travailleurs de cette entreprise sont connus dans la région pour avoir fait plusieurs fois échec, par des mouvements durs, aux tentatives de licenciement et de fermeture.

Or, le changement de direction va permettre le rattachement aux établissements Teves-Thomson (multinationale T.R.W. qui compte aussi le groupe Benmer France). Pour camoufler cette restructura-

tion qui risque de mettre au chômage les 860 travailleurs de Jedy, la direction prévoit des mises en pré-retraite et la suppression de postes par le non-remplacement des partants.

Tout cela, sous prétexte qu'un groupe allemand fabrique à moindre coût ces mêmes soupapes, avec des machines plus perfectionnées. Mais les travailleurs n'ont que faire des lois capitalistes, il ne veulent pas en faire les frais. Aussi, avec leurs syndicats, ils se préparent à l'offensive.

Cor. Schirmeck

LUTTES OUVRIERES

Nouvelles
du VaucluseEro : « si mon plan
n'est pas approuvé,
je m'en vais »

Le 4 octobre, le personnel de la Société «Ero» était appelé à se prononcer sur le plan mis au point par le patron, M. Heraud. Ce plan prévoyait 36 ou 38 licenciements et le blocage des salaires jusqu'en mars 78. Les ouvriers qui, pendant l'année 77, auront touché 3 % d'augmentation (soit deux fois moins que ce qui était autorisé par le plan Barre, et trois ou quatre fois moins que la hausse réelle des prix) ont majoritairement refusé ce plan. Le patron avait menacé, suivant l'exemple tout proche de Furnon : «Si mon plan n'est pas largement approuvé, je m'en vais.» M. Hfaud, furieux du résultat, déclarait : «La CGT et M. Rolland, envoyé de Moscou, sont responsables de mon départ». A Sorgues, les travailleurs refusent ce chantage.

Fin août, le patron avait déjà licencié 70 salariés.

Furnon devant
le Conseil
des Prud'hommes
d'Avignon

Décidément, Furnon n'arrête pas de faire parler de lui et continue son offensive anti-syndicale. Deux vendeuses du Marché Commun Textile, point de vente sur la Ville d'Avignon de l'entreprise, viennent d'être licenciées par Furnon. Motif de ces licenciements : avoir refusé d'adhérer au syndicat-maison mis en place par Furnon, et avoir exigé le paiement des jours fériés ! En 1976 déjà, Furnon avait licencié une autre vendeuse pour les mêmes raisons.

L'UD-CGT vient d'attaquer Furnon devant le conseil des Prud'hommes.

Noble (Pertuis) :
encore un adepte
de Furnon !

Au début septembre de cette année, l'UD-CGT saisissait la direction de l'entreprise Noble pour lui demander de signer un protocole d'accord en vue des élections professionnelles, comme cela se fait en pareil cas. Le syndicat présentait un candidat à ces élections.

C'est alors que la direction de l'entreprise commençait à exercer de fortes pressions sur les travailleurs, pour qu'ils déclarent officiellement «ne pas vouloir de délégués CGT politisés» dans l'usine ! En outre, elle exerçait des voies de fait sur le candidat CGT. L'UD-CGT recevait une lettre quelque temps après, dans laquelle elle apprenait qu'elle n'était pas représentative dans l'entreprise et, qu'en conséquence, la direction refusait de signer avec elle un protocole pré-électoral. Une action devant le tribunal pénal a été intentée par le syndicat.

Aubanel : Le patron ôtait
600 francs
sur chaque salaire !

Les travailleurs de l'entreprise Aubanel commencent, en avril 77, à faire des grèves pour refuser la «politique des salaires» du patron, une politique toute particulière en effet : le patron, durant plusieurs mois, avait ôté 600 à 700 francs sur le salaire des travailleurs ! Des délégués étaient alors élus par les ouvriers qui multipliaient les actions. Celles-ci devaient aboutir dernièrement au paiement partiel du «manque à gagner». Aubanel, le patron, tente depuis de faire payer aux travailleurs leur combativité. Depuis les vacances, il envoie des lettres recommandées, des avertissements à ceux qu'il appelle «les mauvais éléments», en clair à ceux qui se sont portés à la tête des dernières grèves !

A Radio Libre 44

LES
FEMMES
DE
DUBIGEON
ONT
LA PAROLE

Comme prévu, Radio Libre 44 a émis vendredi 21 octobre, mais cette fois l'émission a été brouillée par les pouvoirs publics.

► - Comment avez-vous démarré ?

—A l'initiative de quelques femmes qui se sentaient un petit peu isolées, qui avaient l'impression de mal supporter la grève du fait qu'elles étaient seules, qu'elle ne pouvaient pas en parler avec d'autres femmes.

C'était une situation bien plus difficile à vivre pour les femmes que pour les hommes parce que justement elles étaient toutes seules avec les charges financières, le budget à boucler, le loyer à payer.

Alors que les hommes se retrouvaient dans le chantier, dans la lutte, ils se remontaient mutuellement et puis nous on était là, au dehors, enfermées avec nos difficultés, en retrait de toute action, de toute discussion. On se sentait en dehors de la grève.

► - Mais financièrement, vous vous en sortez comment ?

—Pour la femme on a parfois l'impression de vivre les difficultés financières un peu toute seule.

De toute façon, c'est la femme qui tient le budget. Le mari dit : «Débrouille-toi !».

► - Vous devez avoir du mal à vous en tirer ?

—C'est sûr, il y a le renouvellement des vêtements au changement de saison, les enfants ont grandi.

On a vécu d'autres conflits en 1955. A l'époque, on n'avait pas d'enfants, pas de grosses charges à payer (...). On avait moins de consommation, pas de voiture, pas d'achat de logement.

► - Qu'est-ce qui vous



a poussé à vous réunir ?

—L'impression de subir cette grève. L'argent, on n'en a pas eu le mois dernier, on n'en mourra pas, on remontera le courant.

Ce qui est perdu est perdu, mais c'est pas une affaire. C'est surtout le fait de la subir : on entend dire par nos maris : «Il y a une réunion», on ne sait pas ce que cela donne, combien de temps cela va durer.

Nous les femmes, on n'y participe pas, c'est démoralisant, on ne voit que les aspects matériels des choses.

Ce qui était surtout difficile, c'était la première semaine. Moi, j'ai été révoltée par cette espèce d'incertitude.

Maintenant on est dedans, il faut tenir et puis on se dit qu'il ne faut pas que tout ce qu'on a supporté soit pour rien. Faut pas décrocher.

On se disait au début, ce n'était pas le moment de faire une grève avec la rentrée, les difficultés.

Et puis, en raisonnant bien on se disait, ce n'est pas tellement l'histoire des pendules comme disait la presse au début. On s'est

rendu compte par nous-mêmes que ce n'était pas l'affaire des pendules mais l'avenir de la Navale, de toute la région.

Dans deux ans, s'il y a une fermeture qu'est-ce qu'on fait ?

Chômeurs, il n'y a plus d'espoir. Chômeurs, c'est une situation pire que grévistes. Il n'y a pas de travail pour les jeunes, pour les femmes, pour personne, alors quand on arrive autour de la quarantaine !

On garde espoir, on voudrait que ça reprenne mais pas dans n'importe quelles conditions. Il ne s'agit pas d'avoir perdu tout ce temps pour se retrouver dans deux ans sans rien.

► - Il y a eu une réunion de femmes mercredi. Et maintenant que comptez-vous faire ?

—On voudrait que les femmes participent plus activement. Si les femmes se connaissent entre elles, ce serait déjà beau. On se sentirait plus fortes. Beaucoup de maris ne sont pas toujours d'accord pour que les femmes se

retrouvent entre elles. Mais nous, on ne les empêche pas de se réunir quand ils le veulent.

Nous, on ne voit pas pourquoi on n'essaierait pas de se rencontrer, se comprendre et voir ce qu'on pourrait faire.

► - Qu'allez-vous faire dans l'immédiat ?

—On doit aller à Cambronne pour obtenir un dégrèvement des impôts locaux et faire une démarche à l'office HLM pour avoir un report des loyers.

On a également une garderie avec des filles bénévoles. Ce n'est pas une initiative des syndicats qui, eux, nous ont prêté les locaux mais c'est parti des femmes qui ont essayé de s'organiser elles-mêmes entre elles.

Ce qu'on déplore, c'est que très peu d'hommes prennent en charge la garde des enfants. C'est pour cela que l'on s'organise nous-mêmes.

Les hommes n'en sont pas là. C'est dommage parce qu'on est deux à faire des gosses, on doit être deux à les garder.

Du gaspillage aux profits

DES TONNES DE CHOUX-FLEURS DÉTRUITES EN BRETAGNE

Depuis le début de la campagne en Bretagne, le bilan des ventes de choux-fleurs prend une allure catastrophique. Sur les 14 millions de têtes proposées, plus de 1 877 000 têtes ont dû être détruites. Les dizaines de tracteurs qui sillonnaient samedi matin la campagne malouine, convergeant vers Saint-Méloir-des-Ondes, surchargés de cageots de choux-fleurs, ont déversé leur cargaison sur un marché complètement saturé. Sur un million de têtes proposées à la vente, plus de 500 000 ont été détruites. Entassées en plein champ, les montagnes de choux ont été livrées aux «rotavateurs», sorte de machine à broyer, pour servir d'engrais vert...

A Saint-Malo, sur 652 000 têtes proposées, 243 000 ont été jetées aux broyeurs ! Dans la campagne bretonne, les producteurs font leurs comptes : leurs choux ne dépassent plus 70 centimes la tête alors qu'ils en escomptaient 1,10 F. à 1,30 F. la tête, c'est-à-dire près du double. Dans les commerces de détail, les ménagères des villes font également leurs comptes : certes le chou a entamé une redescende, mais il coûte encore 2,50 francs la tête, ce qui est beaucoup trop cher. Entre la production et la vente au détail, le prix a été multiplié tout simplement par quatre !

UNE RÉCOLTE EXCEPTIONNELLE

La saison, exceptionnellement douce en Bretagne, a favorisé l'incubation des inflorescences, donc une campagne précoce de deux à trois semaines par rapport à une saison normale. La persistance du temps doux depuis une semaine amène sur le marché des quantités journalières considérables. Si le phénomène se poursuit, la récolte sera de l'ordre de 20 millions de têtes au 31 octobre, alors qu'il y a deux ans (l'année dernière ne pouvant servir d'année de référence compte tenu de la sécheresse) la récolte ne dépassait pas 13 millions de têtes, soit une augmentation de la production de l'ordre de 80 %.

Les mêmes prévisions laissent envisager pour fin octobre la destruction de 2 millions 700 000 têtes et la surgélation d'une quantité égale...

La situation risque de se compliquer pour plusieurs raisons. D'abord si le temps doux persiste, les variétés de Novembre risquent de déboucher trop tôt sur le marché et la récolte d'hiver elle-même peut prendre de l'avance, ce qui entraînerait un «embouteillage» immédiatement et une situation de pénurie au printemps prochain (donc de hausse des prix). De surcroît, les températures clémentes ne

favorisent pas la consommation de choux-fleurs, tant en France qu'à l'étranger (ce qui limite les exportations possibles). Enfin, les capacités de stockage en surgélation ne sont pas inextensibles et le plafond est prêt d'être atteint.

POUR LES PROFITS : BEAUFIXE

Si la situation est mauvaise pour certains producteurs, ce n'est pas la même chose pour tout le monde. Sous l'impulsion capitaliste, la structure même de la production de choux s'est transformée : depuis une dizaine d'années, la surface moyenne des exploitations s'est accrue au détriment des petits producteurs. Rien qu'en deux ans, entre 75 et 77, la surface moyenne s'est accrue de 10 % ! Sur ces surfaces plus vastes, la culture a été intensifiée, mécanisée et les rendements portés à de très hauts niveaux, le choix de variétés plus rentables aidant. Sur d'énormes quantités, les producteurs importants peuvent «*toujours s'en sortir*». Les intermédiaires, eux aussi, font une

belle saison. Rien qu'au titre de l'emballage, le prix de la tête passe de 70 centimes à 1,20 F ! Puis l'expéditeur prend son profit, ainsi que le grossiste et enfin le détaillant à sa «marge». Les grossistes ont tout intérêt à empêcher une baisse au détail, préférant que les cours restent élevés. Ils savent qu'ils pourront ressortir leurs stocks au moment où les prix seront plus élevés. C'est une véritable manipulation du marché que les travailleurs des villes et des campagnes ressentent dans leur niveau de vie.

Devant une situation de gaspillage aussi scandaleuse, quelques initiatives démocratiques sont prises. Des distributions gratuites ont été faites dans les bureaux d'aide sociale de Saint-Malo, Rennes, Fougères, Dôle, Vitry, Saint-Aignac. Mercredi, des ca-



mions frétés par le département du Val de Marne viennent chercher des choux en Bretagne pour les distribuer gratuitement ensuite : une manne providentielle pour les mairies

PCF à quatre mois des élections...

La pénurie que subissent les uns fait, on ne peut mieux, les «choux gras» des autres.

Pierre PUJOL

Cruas : EDF tente de se justifier

Après le succès de la manifestation de Cruas-Meyssse contre le début des travaux pour l'implantation de la centrale, EDF tente de se justifier. Dans un communiqué, celle-ci écrit : «*Pas un mètre-cube de béton de la future centrale de Cruas-Meyssse ne sera coulé avant la publication du décret d'utilité publique. Les travaux en cours consistent à aménager le terrain, et ne sont soumis à aucune autorisation préalable ni décret d'utilité publique, puisque celui-ci a pour principal objet de permettre des acquisitions de terrain. Or, l'EDF travaille sur des terrains qui sont mis à son entière disposition et où elle procède à des défrichages et à l'aménagement des accès de préparation du terrain de terrassement.*»

Ce communiqué ne change rien à l'illégalité commise, par l'engagement des travaux avant la déclaration d'utilité publique ; par contre, il montre qu'EDF est tellement certaine du résultat de l'enquête d'utilité publique complètement bidon, qu'elle anticipe sur les résultats. Pour elle, le problème viendra toutefois des habitants de la région qui n'ont pas renoncé à empêcher l'implantation d'une centrale.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Attentat-contre
le syndicat de la magistrature

Pour France-Soir c'est un attentat «contre les terroristes»

Une bombe de fabrication artisanale a explosé au local du Syndicat de la Magistrature mardi matin vers 10 heures. Les poseurs de cette bombe (une bouteille de butane) n'ont pas agi au hasard. Le Syndicat de la Magistrature tient permanence habituellement dans son local le mardi matin, ses membres étaient donc visés. Heureusement, l'explosion n'a fait aucune victime. Sur le palier, quelques pages de cahiers d'écoliers indiquent l'origine de l'attentat, on y lit : «*Baader et Croissant assassins ! Syndicat de la Magistrature complice.*»

Cet attentat est donc directement lié à l'action du Syndicat de la Magistrature contre l'extradition de Klaus Croissant.

Le Syndicat de la Magistrature n'avait-il pas été désigné au fond aux poseurs de bombes, par des campagnes de presse répétées et hystériques contre les «*judges rouges*» ? foyers dans *Le Figaro* l'avait

qualifié d'organisation subversive. Mardi, *France-Soir* a été encore plus loin dans l'ignominie en qualifiant implicitement cette organisation démocratique de terroriste. Le quotidien de Hersant écrit en effet sous le titre déjà surprenant : «*Attentat anti-Baader à Paris. (...) Nouvel attentat ce matin à Paris, lié à l'affaire Baader.*»

Mais cette fois, dirigé contre les terroristes. Faire partie, comme l'écrit *France-Soir* d'organisations «*qui ont fait une démarche en faveur de la non extradition de M^{rs} Klaus Croissant, l'avocat de Baader*», refuser l'extradition de Klaus Croissant, c'est pour une certaine presse être terroriste, et bien sûr, ça justifie toutes les représailles. Il n'y a d'ailleurs dans *France-Soir*, si prompt à s'émouvoir dans d'autres occasions, aucune indignation contre l'attentat qui a frappé le Syndicat de la Magistrature.

Communiqué du syndicat de la magistrature

«*A la suite de l'attentat par explosif commis contre son siège, le 25 octobre vers 9 heures 50, le Syndicat de la Magistrature précise qu'en l'état, il ne dispose pas d'éléments qui permettent d'identifier avec certitude ses auteurs. Il constate toutefois que cet attentat intervient à la suite de plusieurs prises de position du Syndicat de la Magistrature qui dénoncent les atteintes aux libertés en Allemagne et les risques d'extension d'une telle politique en France.*»

— *Souligne que cet attentat est une conséquence inquiétante de la campagne d'opinion qui assimile de plus en plus fréquemment aux auteurs d'actes de violences ceux qui considèrent que, dans toutes les hypothèses les droits de la défense et les libertés doivent être respectés.*

— *Rappelle que, d'ailleurs, le Syndicat de la Magistrature n'est ni le seul, ni le premier visé : de nombreuses organisations qui défendent les libertés ont récemment fait l'objet de pareilles attaques.*»

Expulsion de squatters rue Piat

Chirac a promis de ne procéder à aucune expulsion à partir du 1^{er} novembre. En attendant, elles continuent. Mardi, la police a fait évacuer le 48 rue Piat. Des appartements vides y étaient occupés. Ils étaient en très bon état ; après le passage des démolisseurs, ils sont désormais inhabitables.

Gennevilliers : le collège menace ruine

Le CES-lycée technique, lycée d'enseignement professionnel (ex-CET) Edouard Vaillant de Gennevilliers menace ruine. La toiture est devenue une véritable passoire qui de plus risque de s'effondrer. c'est déjà fait pour le toit de l'atelier de chaudronnerie. Le circuit électrique peut à tout instant se mettre en court-circuit et les appareils électriques des cuisines et des ateliers doivent être débranchés quand il pleut. Malgré les protestations suscitées par cette situation catastrophique, le rectorat n'a toujours pas bougé.

POLITIQUE

Chronique de la chasse aux «terroristes»

La presse de mercredi matin continue dans la voie qu'elle s'est fixée. Pour justifier le quadrillage policier en France et plus particulièrement en Alsace, elle monte en épingle de prétendus témoignages recueillis par la police sur tel ou tel suspect aperçu ici ou là. C'est toujours dans le sud de l'Alsace et maintenant dans le Jura que la police concentre ses recherches. On nous affirme que onze sur seize des «terroristes» recherchés auraient été aperçus dans cette région ! Pour rendre ces histoires plus crédibles, Richard, chef du SRPJ de Mulhouse, a tenu lundi une conférence de presse. Les plaisantins se sentent émoussés par ce climat qui est pourtant lourd de danger pour les libertés démocratiques : ainsi un journal de Stuttgart a reçu dans la nuit de lundi à mardi une communication téléphonique lui annonçant que deux membres de la «bande à Baader» avaient été abattus dans la banlieue de Nancy par un «groupe anti-terroriste». Il n'en fallait pas plus pour que des centaines de flics ratissent la zone signalée sans rien trouver.

Ils insistent

La presse Hersant, décidément, a franchement pris pour modèle son homologue allemand du groupe Springer. Ainsi France-Soir titrait hier encore : «L'encombrant avocat de Baader» à propos du procès de Klaus Croissant. L'article ne cherchait même pas à dissimuler l'aspiration à voir Croissant extradé en Allemagne. En voici quelques échantillons : «Klaus Croissant traîne après lui une odeur de poudre et des rumeurs de crise». «Extrader, oui, mais selon quelle procédure ?». «Le dossier présente assez d'éléments pour que la justice française se détermine». Et, pour conclure, cette citation, attribuée à «un autre avocat parisien», qui pourrait aussi bien être imaginaire à force d'être anonyme : «Il a bien roulé son monde !». Le journaliste, également anonyme, ayant mis lui-même le point d'exclamation, pas besoin d'en rajouter un autre.

Plus loin, un autre titre sensationnel : «Les assassins de Schleyer dinaient gaiement à Mulhouse 36 heures avant l'exécution» : l'image donnée est celle d'une situation où la «Fraction armée rouge» n'aurait eu aucune peine à tromper une police française somme toute bien inefficace. Ainsi, l'impatience de France-Soir rejoint celle des autorités allemandes. Comme si Bonnet n'en faisait pas déjà assez.

Choisir la cause des femmes

«Les femmes ont leur Programme commun» a annoncé Gisèle Halimi, présidente du mouvement «Choisir».

«Choisir la cause des femmes» sera l'intitulé de ces listes féminines en 78. Bien que G. Halimi soit membre du PS, elle a précisé que l'association qu'elle préside «n'est la commission féminine d'aucun parti» en même temps que cette association se défend d'être apolitique. L'objectif de ce programme commun est d'interpeller les hommes politiques sur les revendications spécifiquement des femmes afin que ces dernières puissent faire leur choix électoral en fonction des réponses qu'elles obtiendront.

Ce programme commun sera exposé dans un livre qui paraîtra début 78 ; il comportera des propositions concrètes notamment de «réformes en matière législative» sur des chapitres tels que le viol, la discrimination devant l'embauche, l'interruption de grossesse, l'enseignement, bref tout ce qui d'après le mouvement concerne particulièrement les femmes.

Simone Veil pour sa part, participait à un débat organisé par «l'Association pour la démocratie» à Rennes. Elle a déclaré à propos des quotas de femmes sur les listes législatives : «On enverra toujours les femmes au casse-pipe». Une réflexion qui devrait faire réfléchir ceux qui prétendent que toutes les femmes ont les mêmes intérêts.

**Achetez
Le Quotidien du Peuple
toujours
dans le même kiosque**

«RAPATRIÉS» :
LA MANNE ÉLECTORALE

Qui sont-ils ? Ce sont, derrière le qualificatif de «rapatriés», les anciens combattants d'Algérie. Là-bas, autrefois, un certain nombre occupaient certes des postes subalternes, et n'avaient pas forcément fait de grandes fortunes. Reste que chacun d'eux, dans la société coloniale, était dans une position de supériorité par rapport au peuple algérien, chacun d'eux était plus facilement embauché, mieux payé, mieux logé... tous avantages qui expliquent qu'en définitive, au moment des choix cruciaux, la plupart d'entre eux se soient tournés vers l'OAS, qui multipliait les attentats et les destructions, visant à faire la politique de la «terre brûlée» sous les pas de l'Algérie nouvelle.

Parmi eux, cependant, une minorité a pu se dégager peu ou prou de l'idéologie colonialiste, adopter une position de refus des exactions fascistes. Ce ne sont, aujourd'hui, certes pas ceux-là En inhumant solennellement un soldat inconnu de la guerre d'Algérie, Giscard visait entre autres les voix des rapatriés.

●C'est ce mercredi que le gouvernement examine le projet de loi dit «d'indemnisation des rapatriés d'Algérie». Le morceau n'est pas mince : il s'agit de 40 milliards. Cet argent, qui commencerait à être versé dès 79, servira à «rembourser» le «préjudice» que cette catégorie aurait subi du fait de l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Naturellement, les préoccupations électorales sont au centre de cette opération.

qui revendiquent le plus bruyamment : c'est plutôt dans leurs rangs que doit se recruter ceux qui ont su reconnaître que toute fortune amassée là-bas devait, directement ou indirectement, quelque chose à l'exploitation du peuple algérien.

RENVERSEMENT
ELECTORAL

Cependant, ni à droite ni à gauche, les partis en compétition pour les élections n'ont de ces scrupules : les «rapatriés», c'est, pour mars 78, 800 000 voix à prendre. Or, ces derniers mois, cette masse d'électeurs, traditionnellement acquise pour l'essentiel à la «majorité»,

avait nettement commencé à se retourner. Une association s'était même fondée, le «recours», qui proclamait ouvertement : «Il ne saurait être question pour les huit cent mille électeurs rapatriés d'apporter leur soutien aux candidats de la majorité lors des prochaines législatives si le contentieux rapatriés n'est pas équitablement et définitivement réglé par le vote d'une nouvelle loi avant la fin de la législature».

Un des dirigeants Jacques Roseau, précisait même qu'aux élections municipales, «à la suite d'une campagne d'explication acharnée, les rapatriés ont apporté dans leur grande majorité leurs suffrages au camp de l'opposition (...) à

Béziers, Hyères et Montpellier, les rapatriés ont apporté massivement leur appui à la gauche...»

SURENCHÈRE
GÉNÉRALISÉE

Aussi, Dominati, secrétaire d'État aux rapatriés, n'a cessé depuis de s'agiter. Le 7 octobre, recevant des représentants de cette catégorie, Giscard annonçait «un pacte équitable entre le gouvernement et les rapatriés». Il revenait encore là-dessus lors de la honteuse cérémonie à la gloire de l'armée française en Algérie, tenue l'autre dimanche. Aussi ne faut-il pas s'étonner si ce projet de loi est aujourd'hui examiné avec tant de diligence.

Sur ce terrain, «majorité» et opposition ne se sont d'ailleurs pas, ces derniers mois, trouvés en reste. Qu'on en juge par ces quelques déclarations. Bayou, du PS : «Il y a bientôt les élections ; alors, toutes les formations politiques soudain vous adorent. Mais qu'a fait la majorité depuis quinze ans ? Comptez sur nous».

«Bénard (RPR) : «Certes, les gaullistes sont responsables de ce qui s'est passé en Algérie et cela implique de leur part une idée de réparation à l'égard des rapatriés. Je me bat pour cela depuis longtemps, vous le savez».

Arraut (PCF) : «Je ne pense pas que le «chiffre» du programme commun ait tenu compte de l'indemnisation des rapatriés, mais nous aussi nous sommes parfaitement d'accord pour que le problème soit réglé. Nous prendrons le relais de la majorité».

Lecanuet (CDS) : «L'objectif du CDS est désormais d'obtenir avant le 31 décembre prochain, le vote d'un texte assurant une équitable indemnisation et résolvant les problèmes posés par la réinstallation».

VERS L'UNANIMITÉ

Telle que la situation se présente, le texte de loi du gouvernement est assuré d'obtenir la quasi-unanimité de l'Assemblée Nationale sortante. Aussi bien le PS que le PCF se sont déclarés prêts à soutenir un tel projet s'il venait devant le parlement. Tout au plus peut-on s'attendre à ce que certains, notamment du côté du RPR et du PS, se livrent pendant la discussion du texte à un certain nombre de surenchères. Malgré les restes d'idéologie coloniale, il est cependant probable que, quinze ans après, cela ne suffira pas à déterminer l'orientation politique de cette catégorie : les cliques de classe en son sein, tels qu'ils se sont dessinés en France, l'emporteront certainement de plus en plus.

Jean Lermet



Aide à l'enseignement privé

Le sénat adopte
la loi Guermeur

A la fin du mois dernier, la majorité des députés vota un projet de loi déposé par le R.P.R. Guermeur, subventionnant l'enseignement privé. Ce projet a été voté par le Sénat mardi «dans des termes identiques».

Les crédits alloués à l'enseignement privé sont passés de 5 milliards 875 millions l'an passé à 7 milliards 528 millions cette année soit une augmentation de 28 %, tandis que le budget de l'Éducation n'augmenterait globalement que de 19 %. La loi Guermeur chiffrée pour sa première année d'application à un milliard 500 millions fera payer par

l'État la revalorisation des traitements des enseignants du privé, alignés sur ceux de l'enseignement public, et la construction des ateliers de technologie prévus par la réforme Haby. Elle accorde des aides supplémentaires pour favoriser l'implantation des écoles privées dans les villes.

Adoptée à quelques mois des élections de 78, cette loi doit, dans l'esprit du gouvernement, drainer le maximum des voix des parents du privé, en faisant obstacle aux mesures que la gauche pourrait prendre si elle arrivait au pouvoir. Guermeur ne s'en cache pas :

«Devant les menaces considérables du programme commun de nationaliser, de priver d'aide l'école privée, j'ai introduit des dispositions qui obligeraient les partis du programme commun à prendre des lois» ouvertement s'ils veulent liquider l'enseignement privé.

L'enseignement confessionnel a depuis très longtemps constitué en France un thème électoral et une base d'influence idéologique pour les forces bourgeoises se marquant à droite. A ce titre, il peut devenir, en cas de gouvernement bourgeois de gauche, un cheval de bataille non négligeable des forces de droite.

MARCHAIS VANTE SA MACHINE DE PROPAGANDE

Le PCF a présenté avec ostentation dans une conférence de presse, les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour orchestrer d'ici le mois de janvier et au-delà sa campagne électorale. Dans un premier temps, elle aura pour cible principale le PS et son «virage à droite».

Fait significatif, aussi bien *l'Humanité* que le reste de la presse bourgeoise insiste avant tout sur les chiffres et l'ampleur des moyens matériels qui seront déployés : un milliard d'anciens francs seront engloutis en affiches, locaux, voyages, etc. Piquet, responsable à la propagande, renforce son équipe de managers, 22 régions seront visitées par des dirigeants révisionnistes, 25 000 débats seront organisés, un calendrier de meetings est mis au point et le nombre même des participants à ces meetings est aussi prévu...

Le PCF veut donner une impression de puissance. Il prétend que 600 000 adhérents vont se lancer dans une intense activité d'explication et de porte à porte.

Personne ne dément ces chiffres. Et pourtant, ils sont outrancièrement gonflés.

Ils sont en effet établis non pas sur la base du nombre de cartes remises mais sur le nombre de «cartes commandées» par les organisations du PCF. Ce qui est très différent. D'autre part, chacun sait comment le PCF recrute : de l'aveu même de militants, nombre de ces adhésions — pourtant comptabilisées — n'ont aucune réalité. Une lettre d'une militante dans *France Nouvelle* affirmait : «Il y a quelques mois qu'il y a de l'abus car disait-elle, sur dix demandes d'adhésions qui nous sont communiquées par le Comité central, cinq sont fausses (il s'agit principalement de personnes qui, fatiguées d'être importunées, dans telle ou telle fête ont fini par feindre d'adhérer en donnant une fausse adresse) et sur les cinq qui restent, disait-elle, il y en a trois qui ont changé d'avis quand nous les invitons à la première réunion de cellule. Il en reste donc deux ; statistiquement, il y en aura bientôt un qui se découragera.

Autre exemple : lors du printemps dernier, une grève avait été déclenchée par les travailleurs de Foulon dans le 20^e arrondissement de Paris ; le PCF intervenait et proclamait qu'il avait fait «cinquante adhésions». Or, dans le local du PCF de cet arrondissement, le panneau comportant les effectifs de chaque cellule du quartier affichait

lui vingt-cinq. Et en fait, il n'y a plus aujourd'hui qu'un seul adhérent qui milite effectivement.

Enfin, parmi les adhérents qui ne sont pas fantomatiques, qui viennent, au moins de temps en temps, aux réunions de cellule, seulement une petite partie sont des militants actifs.

Tout compte fait, les forces militantes du PCF se situant toujours beaucoup plus près du chiffre de vente de *l'Humanité*, plus souvent en dessous qu'au dessus du PCF.

Toutefois, le PCF demeure le parti bourgeois le plus nombreux en forces militantes organisées et surtout qui a les plus solides habitudes d'organisation, la meilleure «machine», notamment par rapport au PS dont l'in-

fluence électorale est sans commune mesure avec le nombre, la cohésion et l'activité réelle de ses forces militantes effectives.

C'est pourquoi les forces bourgeoises concurrentes du PCF, à droite comme à gauche, prennent au mot le bluff de Marchais : elles soulignent ce qui constitue, pour elles, un danger et pour développer l'inquiétude des électeurs vis-à-vis de cette machine.

A l'inverse, Marchais se vante précisément de ce qui constitue selon lui, l'un de ses atouts principaux face aux partis de droite et au PS. Mais cette machine de parti n'a de sens et de poids que si elle parvient à s'assurer une emprise politique suffisante sur la classe ouvrière.

Or là, perce une certaine inquiétude du PCF. Il

insiste sur la nécessité aujourd'hui d'orienter le matraquage en priorité en direction des entreprises : «Il s'agit de s'adresser à tous les Français mais une attention particulière sera accordée à ceux qui souffrent le plus de la politique actuelle». Mais il ajoute aussitôt : «Ce sont non seulement les premières victimes de la crise mais aussi les moins informés, les cibles privilégiées des offensives démagogiques de la droite.» Outre le mépris affiché pour les ouvriers et ouvrières les plus exploités notamment, cette déclaration indique assez nettement que le PCF essaie de surmonter le manque d'enthousiasme, les doutes, les réticences, et les oppositions, dans la classe ouvrière, au Programme commun et au projet du PCF.

Seule la quantité d'adhésions compte pour les recruteurs du PCF



Manifeste des intellectuels PCF - PS

Beaucoup trop de démentis...

On avait parlé d'un «manifeste» appelant les partis de gauche à s'entendre, et qui aurait été signé par des «intellectuels», membres du PS, du PCF et autres. On avait dit que les signataires membres du PCF avaient retiré leurs signatures, sur intervention de la direction de leur parti, et que le «manifeste» n'avait pas vu le jour pour cette seule raison, les autres signataires le jugeant de ce fait sans objet. Il paraît que toute cette histoire est inventée : Chambaz, membre du bureau politique du PS «ignore tout, et la direction du parti avec moi, d'un tel manifeste. C'est dire, à plus forte raison, que nous ne sommes intervenus auprès

d'aucun intellectuel communiste».

On avait dit qu'Ellenstein, l'historien à la mode du PCF, membre du comité central, était parmi ceux qui avaient d'abord donné leur accord avant de retirer leur signature. Or, celui-ci affirme : «J'ai considéré, en toute indépendance, c'est-à-dire sans aucune intervention de la direction du PCF, selon les principes posés en la matière par le XXII^e congrès, que ce

texte risquait d'être interprété comme mettant sur le même plan les responsabilités du parti communiste et du parti socialiste dans la crise de l'Union de la gauche. Or, ce n'est pas du tout mon opinion». Deux démentis pour une seule affaire, cela en fait au moins un de trop. Non seulement la direction du PCF aura demandé à ses membres de retirer leur signature, mais elle aura aussi exigé qu'ils démentent l'avoir donnée.

Félix Gouin est mort

Le président du gouvernement provisoire de la République en 46, Félix Gouin, est mort mardi à Nice à l'âge de 93 ans. Il était socialiste et avait participé à la défense de Blum au procès de Riom.

Georges Beaufils impliqué dans l'espionnage

Parmi les 5 personnes arrêtées par la DST le 17 octobre pour «espionnage au profit d'une puissance étrangère» (il s'agirait de l'URSS) figurerait Georges Beaufils, qui fut, sous le nom de Joseph puis de «colonel Drumont» l'un des dirigeants des FTP, adjoint direct de Charles Tillon. Il participa activement à la libération de la Bretagne à la tête des FTP.

France-Soir, mardi, mettait l'information à la une : il en profitait ainsi, une fois de plus, pour tenter de jeter le discrédit sur la Résistance.

Ceci dit, il n'y a rien d'impossible à ce que la dégénérescence révisionniste du PCF ait réussi à dévoyer d'authentiques combattants de la Résistance, au point de les faire servir d'agents de l'URSS devenue révisionniste.

L'esprit de la Résistance, le combat des FTP ont beau avoir été, par la suite, tronqués et trahis par le révisionnisme du PCF, ils restent pour notre peuple un héritage précieux et une source d'inspirations.

Démissions au MRG

«Nous ne nous reconnaissons plus dans le virage à droite effectué par le MRG dans un but électoraliste évident». C'est ce qu'ont déclaré deux vice-présidents, un secrétaire fédéral et un membre du bureau fédéral des Alpes Maritimes du MRG. Sans apporter de preuves supplémentaires à ce qui ne peut de toute manière qu'être un microscopique déplacement, ils ont démissionné.

Ils entrent dans la carrière

«Autrement», c'est le nom que se donnent désormais les jeunes giscardiens. Forcément : «Ailleurs» était déjà pris. Histoire d'être vraiment «autres», leur porte-parole, Hugues Dewavrin, affirme sans rire : «Il est évident que notre action ne se situe pas dans la perspective des élections de 78», et «Nous ne nous intéresserons, en rejetant la politique politicienne, qu'aux sujets qui préoccupent quotidiennement les jeunes». Parbleu, ces dernières semaines, Giscard a donné l'exemple : se tenir apparemment à l'écart de la scène politique pour ne gêner aucune des combinaisons possibles, et accumuler les «gestes» en direction des différentes catégories d'électeurs. Avec Dewavrin, les jeunes vont à leur tour être «soignés».

Le maire de Pontarlier exclu du PS

Le Parti Socialiste vient d'exclure de ses rangs le maire de Pontarlier, Blodeau, qui avait battu Edgar Faure aux dernières élections municipales. Le communiqué de la fédération du Doubs du PS précise : «Un maire socialiste doit avoir une conduite irréprochable et insoupçonnable. C'est pourquoi le P.S. décide de l'exclusion de Blodeau» sans qu'on puisse en savoir plus sur les reproches qui lui sont faits. Rappelons que Blodeau, ingénieur en bâtiment, est membre du CERES.

CONTRE L'EXTRADITION
ET POUR LA LIBÉRATION DE L'AVOCAT
KLAUS CROISSANT

MEETING
MERCREDI 26 OCTOBRE
À LA MUTUALITÉ

A l'appel de la plupart des organisations d'extrême-gauche et du comité pour la libération immédiate de Klaus Croissant. Le PCR mi apporte son soutien à ce meeting.

INFORMATIONS GENERALES

Nantes : procès en appel d'un patron

4 ouvriers asphyxiés

Le patron est relaxé

Le 12 septembre 1974, à la Société des fertilisants de l'Ouest de Chantenay (Loire-Atlantique), un brusque dégagement de vapeurs nitreuses se produit. Plusieurs ouvriers sont gravement asphyxiés, quatre mourront, d'autres resteront handicapés pour la vie. Cette affaire a été jugée une première fois le 3 juin 1976 : le patron avait été inculpé d'homicide involontaire par imprudence, le tribunal, malgré les charges qui pesaient contre lui, l'avaient relaxé.

Ce mercredi, l'affaire passe en appel, les familles demandant que la vérité soit faite et que la responsabilité du patron soit reconnue officiellement.

140 ouvriers travaillent dans cette usine vétuste, exigüe en 3x8. Lors de l'accident est arrivé, la direction, pour justifier le manque d'entretien généralisé, disait que l'usine allait fermer. Elle tourne encore actuellement, trois ans après.

Cette usine produit des engrais, dont le 9-9-12, un engrais constitué de nitrate d'ammoniac, de supersphosphates, de chlorure de potassium. En se décomposant, le nitrate d'ammoniac dégage des produits dangereux, voire mortels, pouvant provoquer des œdèmes.

Deux semaines avant l'accident, une décomposition de nitrate d'ammoniac

se produit sur le lieu de stockage, ce qui était pourtant réputé impossible. Aucune mesure de sécurité n'est prise en conséquence. Un des réacteurs qui doit évacuer les vapeurs toxiques est bouché. Un raccourcissement des circuits de fabrication avait été effectué pour accélérer la production, ce qui augmente les risques.

Le jour de l'accident, une goulotte d'alimentation s'encrasse. La matière ne s'écoule plus. Lorsque le matin les ouvriers prennent leur service, l'engrais entre en décomposition, un nuage de gaz nitreux se forme et asphyxie les ouvriers.

Les sauveteurs qui n'ont

reçu aucune consigne, administrent de l'oxygène aux asphyxiés, or l'oxygène dans de tels cas est à interdire.

Le syndicat CGT fait remarquer que l'atelier n'était plus entretenu, que le personnel était insuffisant et non averti des dangers liés à la fabrication, qu'un ventilateur avait été supprimé.

L'enquête de l'inspection du travail a abouti à l'arrêt de la fabrication du 9-9-12. Le nouvel engrais fabriqué est sans danger, et la direction a été contrainte d'améliorer les équipements de sécurité.

Bien qu'inculpé d'homicide involontaire par imprudence, le patron a été relaxé en première instance, la justice une nouvelle fois a montré de quel côté elle se trouvait. Les travailleurs qui ont fait appel, espèrent qu'un minimum de responsabilité sera reconnue par la cour d'appel au patron dans cet accident, véritable assassinat. La mise en cause de la direction a en effet pour les familles des victimes, des conséquences directes en ce qui concerne leur indemnisation.

INTERNATIONAL

Enterrement de Schleyer

PROPOS SINISTRES DE WALTER SCHEEL

Messe de requiem, choral de Bach, avalanche de chrysanthèmes, membres des Länder, membres des chambres patronales et syndicales, gouvernement allemand au grand complet : c'est avec un lourd cérémonial qu'ont eu lieu les obsèques du « patron des patrons » allemand dans l'église Sankt Eberhard à Stuttgart.

Tout autour de l'église, dans un climat angoissé, des policiers le doigt sur la gachette : tellement prêts à tirer que l'un d'eux laissera partir une rafale de mitraillette, blessant deux autres flics.

Les syndicats allemands, champions de la collaboration de classes, avaient donné pour consigne aux travailleurs de respecter trois minutes de silence à la mémoire de l'ancien nazi, chef posthume du patronat.

Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur était la seule personnalité étrangère

de ce rang qui participait au cérémonial. Le gouvernement Giscard a donc voulu marquer à la fois son soutien et sa volonté de collaboration étroite avec la police fédérale aux mesures policières des autorités allemandes.

D'emblée le président de la RFA, Walter Scheel, a tenu à indiquer que pour lui et les dirigeants allemands, la politique de Bonn a une « portée internationale » ! Dans ce décor funèbre, Walter Scheel, sinistre, a parlé du « combat universel contre la barbarie » comme si l'Allemagne fédérale était le modèle civilisé par excellence, l'exemple à suivre justifiant le quadrillage policier, l'étouffement de toute expression autonome des masses en RFA, le président allemand s'est exclamé : « Si la flamme du terrorisme n'est pas étouffée à temps, elle se répandra dans le monde entier comme un feu de brous-

se. » Puis il a lancé un appel qui se voulait solennel, aux « responsables politiques du monde entier, pour qu'ils adoptent le plus tôt possible des conventions mondiales sur le terrorisme ». C'est au nom de telles conventions que l'Allemagne fédérale veut obtenir la suppression de fait du droit d'asile politique en Europe et la fixation d'un cadre juridique couvrant les violations de souveraineté nationale, au bénéfice de ses propres exigences. Nul doute que la RFA tentera dans la discussion qui s'ouvre mercredi aux Nations-Unies au sujet de la « piraterie aérienne », de faire adopter une convention prévoyant l'information réciproque et l'unification des moyens de répression entre les gouvernements capitalistes, qui arguent des attentats terroristes pour inciter à des décisions visant en fait l'activité des révolutionnaires, qui n'a rien à voir avec les attentats.

La gazéification du charbon :

Une technique d'avenir délaissée

La gazéification du charbon était le thème d'une journée d'étude organisée à Douai par la Société de l'industrie minière, qui réunissait quatre cent personnes, dont des ingénieurs des charbonnages et des syndicalistes.

Cette technique, si elle était au point, permettrait d'exploiter les gisements de très haute profondeur et dispenserait d'aller chercher le charbon dans les veines souterraines.

Le procédé est simple : il suffit d'injecter dans une veine de charbon de l'oxygène à haute température pour récupérer par un gazoduc le gaz produit par la combustion de la houille : de l'oxyde de carbone. Ce procédé a déjà été expérimenté avec succès, mais il a encore un mauvais rendement.

Le gouvernement belge et allemand vont tenter prochainement une nouvelle expérience de gazéification près de Mons (Belgique) pour exploiter du charbon situé dans des couches très profondes. Le sol sera foré comme pour une exploitation de pétrole. Cette expérience complexe qui n'en est qu'à ses balbutiements, devrait se dérouler sur quinze ou vingt ans.

Le gouvernement français ne semble pas très intéressé par ce nouveau mode d'exploitation qui

permettrait pourtant de tirer parti des importantes réserves charbonnières existant en France, difficiles à exploiter. La voie choisie par le gouvernement est l'abandon progressif de l'exploitation du charbon et l'approvisionnement à partir de conces-

sions charbonnières aux USA ou l'importation de charbon polonais. D'autre part, la quasi-totalité des crédits consacrés à la recherche en matière énergétique, sont absorbés par le nucléaire, alors que les autres voies, telle la gazéification, sont délaissées.

foyer calédonien :

L'occupation se poursuit

Nouvelle menace des autorités contre les résidents du foyer calédonien à Paris, rue des Ecoles : selon les instructions du Ministère des DOM-TOM, l'EDF compte couper l'électricité et l'eau du foyer. Les résidents Kanaks viennent de recevoir les factures de l'EDF. Cette menace intervient après l'échec des mesures d'expulsion prises contre les résidents Kanaks du foyer. Pour faire face à cette nouvelle menace, les résidents vont contacter les syndicats de l'EDF.

Depuis presque un an, les résidents occupent le foyer pour lutter contre les mesures d'expulsion. Une grande solidarité s'est développée en Nouvelle-Calédonie avec les résidents de Paris : des mani-

festations ont déjà eu lieu et actuellement, une grève de la faim se déroule à Nouméa, dans l'église protestante Montravel, et parmi les grévistes de la faim figure le conseiller territorial du Parti de Libération Kanak (Palika), Gohoup. La grève de la faim a débuté le dimanche 9 octobre.

Les résidents craignent que les autorités françaises ne mettent à profit les vacances de la Toussaint pour lancer une agression contre le foyer et pour cette raison demandent qu'on vienne les visiter et leur témoigner notre solidarité.

Adresse du Foyer :
12 rue des Ecoles
Paris 5^e
M^o Maubert

Budget de la coopération : gonflement des crédits militaires

Le projet de budget du ministère de la « coopération », a été soumis mardi à l'Assemblée nationale. Son augmentation, 17,2%, est due pour l'essentiel à l'accroissement des crédits militaires. Parmi ceux-ci, les dépenses de la France relatives aux armées africaines, connaissent une progression très nette, avec un taux d'augmentation de 54,94%. Cette évolution dans les relations, pour 1977, doit se confirmer ultérieurement, particulièrement avec des pays tels que le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Gabon ou le Cameroun, dans la perspective de renforcer la présence de l'impérialisme français sur le continent africain.

L'augmentation du budget de « la coopération » est due aussi en partie, à « l'assistance » envisagée pour Djibouti, toujours dépendant par ailleurs du ministère de la Défense pour les crédits militaires, et où subsiste la base militaire, base de premier plan pour la France en Afrique.

Gosbank - Crédit lyonnais, contre le Tiers-Monde

Claude Pierre-Brossolette, président du Crédit lyonnais, invité par la banque d'Etat soviétique, la Gosbank, a été reçu jeudi dernier par Kossyguine. Les conversations ont porté notamment sur les investissements dans les pays du Tiers-monde.

Pierre-Brossolette a proposé que soit étudiée notamment la possibilité d'une étroite collaboration financière, pour la réalisation de projets industriels dans ces pays. Les dirigeants soviétiques se sont déclarés très intéressés par la proposition qui, sans remettre en cause l'âpre rivalité opposant l'impérialisme français, au social-impérialisme soviétique, notamment en Afrique, pourrait permettre certaines initiatives communes dans les tentatives de se soumettre certains pays du Tiers-monde.

Quant à la question des crédits avec des taux d'intérêts préférentiels, tels que les réclame l'URSS à la France, ne semble pas avoir cette fois été évoquée au cours des discussions.

Israël

Un arsenal nucléaire clandestin ?

Selon le magazine américain *Rolling Stone*, s'appuyant sur des informations de la CIA, l'Etat d'Israël disposerait aujourd'hui d'au moins une quinzaine de bombes atomiques. Ceci, grâce aux « facilités » accordées par les Etats-Unis et l'Europe, depuis une dizaine d'années. C'est ainsi que des commandos israéliens auraient détourné dès 68 en France, puis en Grande-Bretagne, des chargements d'uranium. Aux Etats-Unis, c'est en Pennsylvanie qu'aurait été sorti en fraude, par de tels commandos, deux cent kilos d'uranium enrichi. La constitution par ces moyens d'un véritable arsenal nucléaire clandestin, se serait faite dans tous les cas avec une active complicité des gouvernements concernés. Selon *Rolling Stone*, le gouvernement français par exemple aurait été payé pour l'uranium subtilisé, mais il aurait préféré pour des raisons diplomatiques, camoufler les transactions en détournement !

La signature du pacte de la Moncloa

UN SORDIDE MARCHÉ !

Le P.C., qui est le plus ardent défenseur de l'entente avec le gouvernement, et le P.S.O.E., prétendent avoir obtenu des contreparties aux sacrifices imposés à la classe ouvrière. Ce terme de contrepartie montre bien quel sordide marché a été conclu sur le dos de la classe ouvrière ; aujourd'hui, les sacrifices commencent à être chiffrés par les sphères gouvernementales.

LE POUVOIR D'ACHAT ? ON VERRA EN 79

Le responsable de l'Institut National des Statistiques, Blas Calzada, un des auteurs du Plan, a apporté des précisions sur le montant des sacrifices : «Le travailleur espagnol pour la première fois depuis longtemps, est en train de voir son pouvoir d'achat diminuer dans des proportions qui iront en s'accroissant jusqu'à la fin de l'année 1977. L'objectif du Plan de Réforme du Gouvernement, avec l'accord des principaux partis politiques, est seulement de reconstruire le pouvoir d'achat des travailleurs en 1979 ! Ainsi, ce sont deux ans de misère qui sont annoncés. D'autre part, le Plan prévoit que l'inflation ne dépassera pas 15 % en 78 mais la liste des prix sur laquelle est calculé l'indice va être remaniée et le nombre des produits qui y figurent sera diminué.

LES CHÔMEURS ET «CEUX QUI NE TRAVAILLENT PAS»

Le même Blas Calzada annonce qu'en 1977, le nombre des chômeurs augmentera de 50 000 mais les services statistiques de Calzada laissent apparaître qu'à côté des chômeurs officiels, il y a 800 000 personnes «qui ne travaillent pas» régulièrement. Pour d'autres ex-

«C'est mardi qu'a été signé officiellement le Pacte conclu entre les partis d'opposition et le gouvernement Suarez. Malgré les réserves émises par le PSOE et les premières réactions de mécontentement de sa centrale, l'UGT, devant un «pacte consommé» sans sa participation, tous les partis bourgeois ont accepté ce programme d'austérité sans précédent. A ce jour, seuls les partis révolutionnaires, notamment l'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs), le PTE (Parti du travail d'Espagne) et les syndicats qu'ils impulsent, ainsi que la centrale anarchiste CNT continuent à s'y opposer.

perts, le nombre des chômeurs augmenterait de plus de 100 000 en 77 et cela s'accroîtrait encore. Pour l'année prochaine, la demande intérieure baisserait de 0,6 % ! Quant au redressement de la balance des paiements, le gouvernement espagnol parle seulement de réduire le déficit à 280 millions de dollars, et ne se risque pas à des pronostics pour 79. A l'horizon, il n'est pas question de retrouver une balance des paiements excédentaire.

C'est sur la politique de crédit qu'un certain désaccord se manifeste avec le PSOE, qui souhaite que les restrictions de crédit soient moins fortes. Mais tous les partis qui signent sont d'accord pour autoriser le patronat à licencier 5 % de son personnel, et pour permettre le blocage des salaires.

LE P.C.E. : UN PACTE «PROGRESSISTE»

Pour les Commissions Ouvrières, ce Pacte est même progressiste. C'est ce qu'a déclaré Marcelino Camacho, du P.C.E. et leader des Commissions Ouvrières : «Ce n'est pas un pacte social mais un pacte politique et économique, qui a même un caractère progressiste, qui modifie le modèle de croissance et a une perspective de démocratie sociale». Camacho a ajouté : «C'est une partie du programme que nous avions

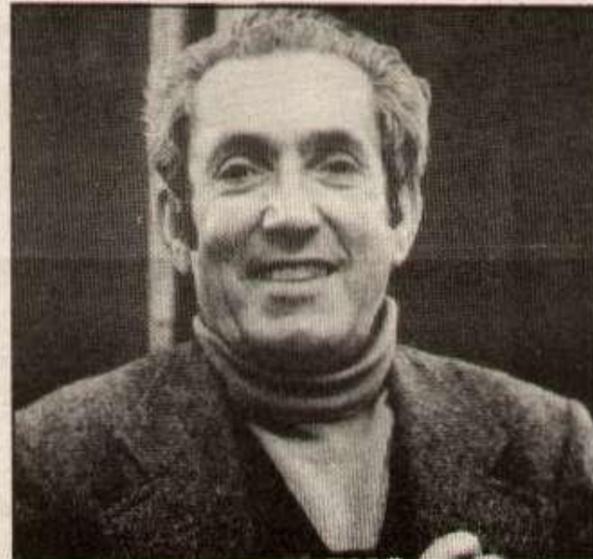
quand nous étions en prison ! Gageons que tous ceux qui étaient en prison avec Camacho sous le franquisme, même au P.C.E., ne partagent pas cet avis. Le soutien du P.C.E. et des Commissions Ouvrières est sans ambiguïté. La thèse bien connue en France, selon laquelle les travailleurs doivent retrousser les manches au nom

de l'intérêt national, est intégralement reprise par les révisionnistes espagnols : «Face à la crise, les travailleurs vont serrer les coudes —si le gouvernement joue franc jeu— parce que nous, aux Commissions Ouvrières, nous avons à la fois un sentiment de classe et de responsabilité nationale !»

Cette déclaration est de Camacho. En échange de ce soutien inconditionnel à la bourgeoisie espagnole, le P.C. a obtenu des garanties sur les modalités des élections syndicales, qui l'avantageraient au détriment de l'U.G.T. dépendante du P.S.O.E. C'est peut-être de ces contreparties-là qu'ils parlent...

Hélène VARJAC

Pour Camacho, le leader des Commissions ouvrières, le pacte social pour l'austérité, a «même un caractère progressiste» !



Mayotte

L'ONU exige le départ des troupes françaises

Une résolution a été adoptée à la Commission sociale de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'évacuation de l'île de Mayotte par les troupes et l'administration françaises. Cette résolution a été rejetée seulement par la France, les USA et Israël. Dix-huit pays se sont abstenus de voter : les pays européens.

Cette condamnation de la présence de l'impérialisme français à Mayotte n'est pas la première. Malgré cela, les troupes coloniales continuent à défier la volonté d'indépendance du peuple comorien à Mayotte.

L'île de Mayotte est l'une des quatre îles des Comores qui ont proclamé leur indépendance en juin 75. Les colons installés à Mayotte ayant réussi à faire voter pour le rattachement à la France, ont voulu séparer l'île de l'ensemble des Comores. Le gouvernement français a alors installé ses troupes, 1 500 gendarmes et 500 parachutistes de la légion, dans le but de se servir de l'île comme une base d'intervention pour la réalisation de ses visées en Afrique.

Il y a moins d'un an, le Parlement français faisait de Mayotte une «collectivité territoriale de la République française» administrée par un préfet désigné par le gouvernement. Selon les textes votés, Mayotte aurait à choisir, dans trois ans, si elle souhaite devenir un TOM ou un DOM. Il y a un an, rappelons-le, à l'occasion d'une précédente condamnation par l'ONU de l'occupation française de Mayotte des manifestations spontanées s'étaient déroulées dans l'île et dans son chef-lieu, Dzaoudzi. Les manifestants avaient déployé le drapeau comorien, montrant ainsi les liens étroits qui unissent les masses de Mayotte à l'ensemble du peuple comorien. Ce jour-là, les troupes de la légion étaient intervenues brutalement contre les patriotes, en blessant gravement un grand nombre d'entre eux. La présence des troupes d'occupation s'oppose à l'aspiration à l'indépendance totale du peuple des Comores dont l'île Mayotte est partie intégrante ! Les troupes françaises devront partir de Mayotte !

Attentat à Abou Dhabi

Le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères de l'État des Émirats arabes unis, Saïf Ben Ghabache, est mort mardi, dans un attentat sur l'aéroport d'Abou

Dhabi. Le ministre syrien des Affaires étrangères, Abdel Halim Khaddam, qui prenait congé, au terme d'une visite officielle, a pu échapper à l'attentat.

Points de repère sur le Portugal

Ce que signifie la ligne de Soares

Par Hélène VARJAC

L'opposition de droite éprouve des réticences à participer à l'élaboration d'un pacte social avec le Parti Socialiste. Le PSD et le CDS, quant à eux, voudraient exclure le PCP des discussions et menacent de déposer une motion de censure... qui n'a aucune chance de passer. Ces escarmouches ne remettront pas en cause la politique de «pacte social» dont la bourgeoisie portugaise a besoin pour faire passer sa politique d'austérité. Cette politique d'austérité pour le peuple, le PS de Mario Soares l'a menée avec constance et acharnement depuis son arrivée au pouvoir. Mais devant l'aggravation de la situation économique, avec la crise de confiance à l'égard du gouvernement Soares, et surtout la montée des luttes populaires, il s'agit pour la bourgeoisie portugaise de consolider un gouvernement défaillant.

UNE HAUSSE ANNUELLE DES PRIX DE 34 %, PLUS DE 500 000 CHÔMEURS...

Malgré la dévaluation de mars dernier, la situation de la balance des paiements ne s'est guère

arrangée. Cette année le tourisme a fait recette, et les rentrées des devises des émigrés ont progressé. Mais il y a toujours un déficit considérable. Le Portugal attend une première avance de 750 millions de dollars, sur les 1 500 qu'il recevra au total avec l'aval du Fonds Monétaire International. Sont intéressés à ce prêt les États-Unis, la plupart des pays européens et le Japon. Mais, le FMI impose des conditions draconiennes, et avant la remise du prêt à la fin de ce mois, ses experts sont venus exiger des coupes sombres dans le budget pour l'an prochain. Avec un taux d'inflation de 34 % officiellement, plus de 500 000 chômeurs pour un pays de quelques 9 millions d'habitants, et le taux de croissance le plus bas de tous les pays de l'OCDE (2 %), la situation n'est pas brillante ! Le FMI veut s'assurer que le Portugal sera effectivement solvable, et pour cela, le gouvernement Soares a mené une politique de blocage des salaires, de restrictions des libertés syndicales et de dénationalisation. Le but de cette politique est de redonner confiance aux investisseurs, étrangers et portugais, qui avaient fui le pays après

le 25 avril. Mais ce n'est pas encore assez pour le FMI.

UN MILLION ET DEMI D'ANALPHABETES MAIS, 60 000 ENSEIGNANTS RENVOYÉS !

Des restrictions budgétaires viennent d'être annoncées pour la Santé, l'Éducation nationale, les moyens de communication, les transports urbains notamment. Dans l'enseignement par exemple, 60 000 enseignants n'ont pas été réembauchés cette année et ce, dans un pays qui compte encore un million et demi d'analphabètes. La rentrée scolaire n'a pratiquement pas pu s'effectuer en dehors des grands centres. Un autre exemple : le PS a fait voter des lois pour remanier l'allocation chômage, dans l'esprit de ne comptabiliser que les «vrais chômeurs» ! Un rapport de l'OCDE note au passage que proportionnellement, le Portugal est un des pays en voie de développement où les impôts sont le plus élevés. Or, le budget 78 prévoit de les augmenter encore.

(à suivre)

RECTIFICATIF

Une erreur dans la transmission de l'information qui nous est parvenue nous a fait écrire qu'un million de manifestants ont accueilli Tarradellas dimanche à Barcelone. En réalité, il s'agissait de plusieurs centaines de milliers de personnes.

Ce chiffre est en rapport avec celui qui était généralement attendu bien qu'il soit en-dessous de ce qu'aurait pu signifier une active mobilisation de toutes les forces politiques qui y appelaient.

La différence constatée avec la «diada» du 11 septembre témoigne en quelque façon de la distance qui s'est affirmée entre le peuple qui réclame la Généralité et celui qui est chargé de la représenter.

L'internationale des prudents

Senghor, président du Sénégal, devait se rendre à Cayenne, en Guyane, pour une cérémonie de jumelage. L'initiative avait été interprétée par la préfecture de la Guyanne comme une manœuvre politique : comme il paraît que la Guyanne, c'est la France, ce et le maire de Cayenne soutient le candidat du PS. Senghor s'est rendu aux raisons du préfet : il attendra l'après-mars pour son voyage. Le chef d'État sénégalais a beau être membre de l'internationale socialiste, il préfère ménager ses arrières au cas où la gauche ne l'empêcherait pas le printemps prochain.

A propos de *La mafia du médicament*

Quand le PCF parle d'assainir l'industrie pharmaceutique

De Jean-Pierre LAZIO aux Éditions sociales

● Ce livre aurait aussi bien pu être intitulé «*Pourquoi il faut nationaliser l'industrie pharmaceutique*». Car si l'on nous parle au passage de la manière dont les trusts truquent les prix, fraudent le fisc, si on nous donne quelques exemples de répression syndicale et de licenciements économiques, si on évoque un ou deux médicaments douteux, il est clair à la lecture qu'il ne s'agit-là que de prétextes pour appuyer le projet politique propre du PCF avant les Législatives. «*Pour mettre fin à la course au profit et aux pratiques frauduleuses du grand capital, il n'y a qu'une seule solution réellement efficace : la nationalisation de l'ensemble de l'industrie pharmaceutique, comme le prévoit le Programme commun de gouvernement de gauche.*»

Voyons donc ce que les travailleurs peuvent attendre de cette nationalisation dont l'auteur prend soin d'indiquer «*qu'elle ne doit pas être considérée comme une incantation ou un remède miracle.*»

L'ÉCHEC D'UNE EXPLICATION

L'argument habituel du PCF quand il veut montrer comment il réduira le chômage quand il sera au pouvoir, est celui-ci : en augmentant les revenus de l'ensemble de la population, on augmentera la consommation, donc la production : les usines pourront tourner à plein régime et embaucher.

L'auteur est singulièrement discret sur cet argument à propos de l'industrie pharmaceutique.

Avec le système de remboursement par la Sécurité sociale, la consommation de médicaments n'est que relativement peu influencée par le revenu des ménages «*Actuellement, 90% des médicaments sont remboursés. (Parmi ceux-ci) 50% environ font l'objet d'un remboursement effectif par la Sécurité sociale. (...) Le marché pharmaceutique se caractérise donc par une bonne prospérité. Il a l'avantage d'être soutenu par un financement public.*» Et malgré cela, l'auteur doit reconnaître «*les limites du marché français.*» La consommation de médicaments croît moins vite que l'ensemble des dépenses de santé des ménages (consultations médicales, hospitalisations). Si la gratuité totale des médicaments était instaurée, il y

aurait probablement augmenté la consommation, mais pas au point de bouleverser les données de l'industrie pharmaceutique. Ce n'est donc pas de cela qu'il faudrait attendre l'embauche dans cette branche, ni l'arrêt des licenciements.

LE NOUVEAU NOM DE LA RENTABILISATION

Mais, nous disent les révisionnistes, «*les entreprises nationalisées mèneraient une politique dynamique sur le plan international*» «*l'industrie pharmaceutique renouée continuera d'exporter des produits dans le respect du client, quel qu'il soit.*»

Ce faisant, ils ne feraient que suivre la voie tracée par les trusts «*En 1970, la production de spécialités à usage humain destinée à l'exportation était de l'ordre de 13%. En 1975, elle passait à 15,5%. Et si l'on en croit certaines estimations, elle devrait atteindre 50% en 1985. Les raisons sont à rechercher dans les limites du marché français et surtout dans la potentialité des marchés internationaux, notamment d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.*» L'auteur nous explique que les trusts achètent ces marchés par la corruption des gouvernements

locaux. Les trusts nationalisés agiraient-ils autrement ? Ou bien alors chercheraient-ils à abaisser leurs prix ? C'est impossible d'un point de vue capitaliste, sans rentabiliser, licencier, intensifier les cadences ?

On peut déjà entrevoir cette «*petite note*» suivante, en bas de page : «*Dans beaucoup de cas, les petits laboratoires fabriquent des produits souvent irremplaçables. Leur disparition entraînerait des conséquences fâcheuses pour certaines catégories de malades. Les entreprises nationales auront donc à charge de continuer la production de ces médicaments... dans les cas où les petits laboratoires seraient dans l'impossibilité technique d'assurer leur propre production.*» Par quelle magie du langage la non-rentabilité économique devient-elle dans la bouche du PCF une «*impossibilité technique*» ?

DÉPENDANCE DE L'ÉTRANGER

D'autre part, il faut tenir compte du fait que s'il n'y a pas, en France, d'importation de médicaments étrangers, les laboratoires pharmaceutiques implantés en France sont contrôlés à 43,5% par des capitaux étrangers. «*Si l'on tient compte des médicaments fabriqués à partir de licences et brevets étrangers, plus de 60% du marché échappent directement ou indirectement au contrôle national.*» Dans ces conditions, on voit mal comment un gouvernement de gauche aurait la prétention d'imposer sa politique dans ce secteur. De plus, le système de distribution resterait inchangé, alors même qu'un pharmacien détaillant fait 3,10 F. de bénéfice sur un médicament vendu 10 F, presque autant que le trust qui l'a fabriqué !

L'auteur affirme «*A terme, il est nécessaire de rendre à la collectivité nationale l'ensemble de l'industrie pharmaceutique.*» Toutefois, le programme commun ne prévoit pas la nationalisation des laboratoires contrôlés par les capitaux étrangers. Une telle mesure impliquerait une rupture non négligeable des liens avec des impérialismes occidentaux.

L'auteur prévoit d'ailleurs la possibilité de représailles de la part des multinationales dans cette éventualité. Voici comment les révisionnistes prétendent tourner la difficulté : «*On peut envisager la signature de contrats d'achats de matières premières avec certaines entreprises nationalisées ou à participation publique de Grande-Bretagne, de RFA, d'Italie (Montedison ou ENI par exemple) ou encore avec les pays socialistes, notamment la Hongrie.*» Notons au passage qu'il est cocasse de penser qu'une société comme Montedison, parce qu'elle est «*à participation publique*» aurait une politique différente de celle d'un autre trust. Mais surtout, on voit bien comment cette logique amène à chercher un appui et à basculer du côté de la sphère contrôlée par le social-impérialisme soviétique. Or, le moins



qu'on puisse dire est que l'URSS ne pratique pas l'égalité avec ses «*partenaires*» économiques du Comecon.

POURSUITE DU PILLAGE IMPÉRIALISTE

Et que deviendraient, en cas de nationalisation des trusts pharmaceutiques, leurs filiales implantées dans les pays du Tiers-Monde ? «*Il existe actuellement 120 filiales disséminées à travers le monde. Mais pour l'essentiel, ce sont des entreprises de vocation de négoce. Elles distribuent soit des matières premières, soit des produits finis.*» Le PCF fait des promesses : «*Quant aux filiales à l'étranger, elles n'auront plus pour objectif de rechercher par tous les moyens le profit maximal. Elles exerceront leurs activités dans l'intérêt bien compris du pays et des populations autochtones.*» Les filiales resteront filiales. Pas question donc de remettre en cause cette «*division internationale du travail*» si bien décrite lorsqu'il s'agissait de critiquer la politique des trusts. Rien de bien rassurant pour les peuples du Tiers Monde...

«L'INTÉRÊT DU MALADE» ET LA GESTION «DÉMOCRATIQUE»

«*La nationalisation introduit la notion de service public... Le malade deviendra donc la seule et unique préoccupation des entreprises nationalisées.*» Mais ce même «*malade*» dont on se soucie tant, que devient-il dans la «*gestion démocratique*» des entreprises pharmaceutiques nationalisées ?

«*Ces entreprises devront disposer d'une véritable autonomie des gestionnaires. Cela veut dire que les travailleurs, le corps médical et les organisations de Sécurité sociale devront obligatoirement être associés à la vie des entreprises. Ils auront des représentants au sein des conseils d'administration.*»

En clair, des fonctionnaires syndicaux soigneusement choisis parleront au nom des travailleurs de l'entreprise, les fonctionnaires de la Sécurité sociale au nom des «*malades*».

Cette «*gestion démocratique*» là, les travailleurs ne peuvent lui faire aucune confiance.

Paul GAUVIN

En bref... En bref... En bref... En bref...

Attentat de la rue Victor Hugo : Ce n'était pas du terrorisme

Sous le titre : «*Terrorisme : vague d'attentats en France.*» Le *Matin* de samedi-dimanche n'hésitait pas à mettre à la Une l'explosion d'une valise piégée, avenue Victor Hugo à Paris. Cette explosion avait provoqué la mort d'un coursier qui tentait de sortir la valise de l'immeuble.

Cette contribution de l'organe officiel du PS à la campagne «*contre le terrorisme*» menée par le gouvernement et ses médias vient de recevoir un démenti. L'attentat de l'avenue Victor Hugo était en réalité un règlement de comptes contre un conseiller financier, un certain Gérard Calvy qui louait de nombreux bureaux dans l'immeuble visé, sans en régler les loyers. Calvy n'est pas tout à fait inconnu : il avait été mêlé de très près à l'affaire de l'enlèvement du PDG lyonnais Marin-Laffèche. Amalgamez, amalgamez, il en restera toujours quelque chose... C'est, semble-t-il, l'un des principes journalistiques du *Matin*.

Le naufrage du Bohlen aura coûté 15 milliards

15 milliards d'anciens francs : c'est la facture définitive de l'affaire du pétrolier est-allemand «*Bohlen*» dont le naufrage sur les côtes de Bretagne entraîne une marée noire catastrophique.

C'est ce que vient de révéler Marc Becam, maire de Quimper et secrétaire d'Etat. La RDA, qui n'a pas signé la convention internationale, n'a accordé aucun dédommagement et les assureurs ne verseront que quelques millions. Le reste de la facture sera présenté aux contribuables...

Castelnaudary les képis blancs s'amuse

Le mardi 11 octobre, un légionnaire en civil s'arrête devant le «*Djerba*», un restaurant tunisien. Il fait vrombir le moteur de son cyclomoteur, klaxonne. Le patron, Smaïdi Hamaidi, sort, il se fait injurier par le légionnaire qui menace et hurle : «*Sale arabe, bicot !*». Le patron rentre, ferme la porte et appelle la police qui, devant une pro-

vocation trop évidente, embarque le légionnaire.

Lundi dernier, un cocktail molotov était lancé contre «*Le Djerba*», celui-ci a dû être fermé pour plusieurs jours.

Explosion à Chambéry : 5 blessés graves

L'explosion d'un immeuble à Chambéry a fait cinq blessés graves. Les pompiers ont eu beaucoup de difficultés à dégager les

victimes à cause de la pluie diluvienne qui tombait. Une fuite de gaz pourrait être à l'origine de l'explosion.

Après le «France», le «Renaissance»

Après «*Le France*», c'est au tour du «*Renaissance*» d'être mis en vente. L'acheteur serait également étranger. C'est ce que vient d'annoncer la Nouvelle Compagnie des Paquebots.

Les trois chaînes rétablies pour l'Ouest de la France

Les téléspectateurs de l'Ouest ont pu suivre les programmes des trois chaînes dès mardi soir, la réception étant toutefois de moins bonne qualité, et ce jusqu'à reconstruction de l'émetteur de Pré-en-Pail.

Hausse de la redevance télévision

Le rapporteur du budget de la télévision au Sénat, Cluzel, a estimé le coût des attentats contre les émetteurs à 2% du budget de TDF. Il en a profité pour inviter les sénateurs à accepter le relèvement de la redevance en 78. Une occasion inespérée pour faire passer la hausse !

De son côté, Jean Austin, président de TDF, a annoncé des mesures de protection des émetteurs : «*Il est évident que pour répondre à ces actes de guerre, il faudrait des méthodes très dures (...)* Je compte avant tout sur la prise de conscience de la population. Il faut qu'elle soit en état d'alerte» a-t-il déclaré.

Mercredi 26 Octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - C'est Mozart qu'on assassine
22 h 15 - Titre courant
22 h 25 - La psychiatrie chez l'enfant
23 h 25 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Cartes sur table
21 h 30 - L'aigle et le vautour
22 h 25 - Juke box : le punk
23 h 10 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Les centurions
22 h 35 - Journal
22 h 50 - Un évènement

Jeudi 27 Octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Partis politiques
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Richelieu
21 h 30 - L'évènement
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Le grand échiquier
23 h 30 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Faustine et le bel été.
Film de Nina Companeez (1971),
avec Isabelle Adjani.
22 h 05 - Journal
22 h 20 - Réussite.

Jack London, militant socialiste

«Yours for the revolution»

De Jack London aux Éditions 10/18

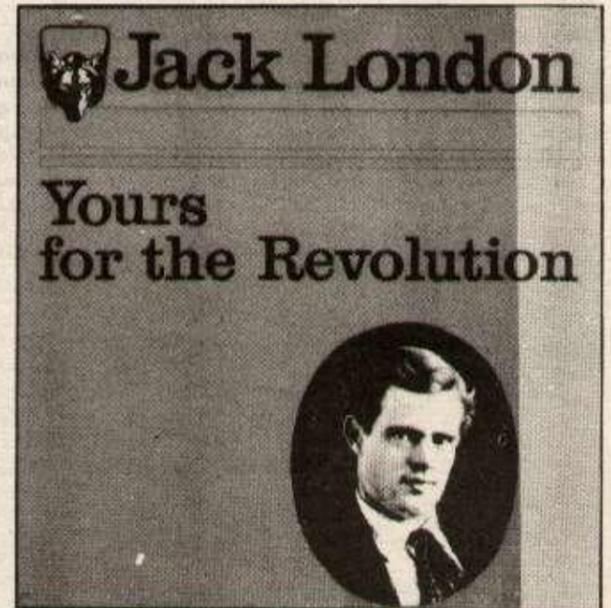
Les éditions 10/18 poursuivent, sous la direction de Francis Lacassin, la publication des œuvres de Jack London. Leur dernière réédition est particulièrement intéressante, à la fois pour tous ceux qui aiment l'œuvre de London et pour ceux qu'intéresse l'histoire du mouvement ouvrier américain. En effet dans «Yours for the Revolution» («Avec vous pour la Révolution») sont réunis des textes, articles, discours, poèmes, lettres et messages écrits par London pour soutenir la révolution socialiste.

La préface de Francis Lacassin retrace quelques-unes des étapes de la vie militante de Jack London. En 1896, Jack London âgé de vingt ans adhère au S.L.P. (Socialist Labor Party). Il raconte dans un de ses articles comment il devint socialiste, comment vagabond individualiste, il découvre ce qu'il nomme la «fosse sociale», c'est-à-dire sa communauté d'intérêt avec tous les exploités, sentiment appuyé par un séjour en prison et élevé au niveau conscient par la lecture des livres socialistes. A ce moment, il comprend que sa débrouillardise ne suffit pas à l'élever au dessus des exploités. Pendant vingt ans, il va militer dans le mouvement socialiste, par-

ticiper à toutes ses activités, écrire des articles dans ses publications ou dans les journaux bourgeois pour populariser les idées socialistes et devenu écrivain célèbre, apporter au Parti un important soutien financier. En 1916, cependant il démissionne du Socialist Party, ses désaccords portant sur l'engagement dans la guerre : il est favorable à l'intervention américaine dans la guerre impérialiste. Mais à sa mort en 1926, les militants socialistes ne voudront retenir de London que le propagandiste révolutionnaire et prononceront l'éloge de *Martin Eden* et du *Talon de Fer*.

Les textes rassemblés dans *Yours for the Revolution* constituent donc un aspect essentiel de l'œuvre de London, vingt ans de sa vie qui furent vingt des meilleures années du mouvement ouvrier aux USA. Ces articles expriment les espoirs et les balbutiements du mouvement ouvrier naissant et l'apreté de la lutte des prolétaires dans l'Amérique, face à une classe bourgeoise conquérante.

D'une inspiration différente, mais débordant de vie, restitué avec réalisme certains aspects de la société américaine, deux ouvrages de London ont été publiés récemment par



les éditions 10/18. *Histoire de la boxe* réunit une série d'articles dont certains sont des reportages écrits pour des journaux américains sur des champion-

nats de boxe. Ancien boxeur, London sait de quoi il parle, il dénonce la main-mise de la finance sur ce sport. *Construire un feu*.

Parmi les dernières parutions des éditions 10/18 :

— *L'objet local*, série de rapports prononcés lors d'un colloque traitant de la décentralisation, de l'aménagement du territoire, du pouvoir local. Dans l'ensemble, un discours savant qui n'a pas réussi ou voulu localiser son objet.

Réseau - Alternative à la psychiatrie, série de textes d'«anti-psychiatres» : Cooper, Basaglia, Guattari, Castel, remettant en cause la psychiatrie répressive et présentant certaines expériences et les difficultés d'une «anti-psychiatrie».

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

103^e épisode

cement. Quelqu'un d'abord dans le haut de la chaîne, frappant la tôle avec son outil, puis un autre frappant avec ses mains, les paumes sur la ferraille chaude, le soleil sur les chromes, mille soleils dans la voiture, des cils baissés quand la lumière les atteignait. Les gestes devenaient plus mous. On vissait et tapait, on vissait un peu et tapait davantage. Bernier se leva, inoffensif cabot, aboyeur trop mou pour aboyer longtemps, heureux de retrouver, après cet effort, son tabouret, ses papiers, son encre et ses gothiques.

Très vite, ce fut la bousculade. Certains qui

s'étaient attardés couraient vers l'avant de la chaîne pour terminer leur travail, gênant les autres, bâclant d'un coup de tournevis ou de marteau, et, revenus en arrière, en retard à nouveau, repartaient vers la voiture déjà trop loin. D'autres, pour retrouver la cadence, se reposaient le temps d'une voiture, et, quand elle arrivait devant nous, il y manquait trop de pièces pour continuer le travail. On appelait, on criait, on faisait mine d'être découragés, on cherchait surtout un prétexte pour s'arrêter. Mustapha riait, les dents serrées, son grand nez froncé de plaisir. Il aimait le désordre de la chaîne, les jurons des professionnels, leur zèle inutile. Comme un grand chien grisé par les herbes, il traînait dans le soleil, ses bourrelets sur l'épaule, reniflant, les mains impatientes. Quelqu'un cria : « Coupez le courant ! » Une carrosserie bloquait l'entrée de l'ascenseur. La voiture, mal orientée, avait glissé, le capot vers la gauche. Il faudrait au moins une demi-heure pour la dégager. Daubat s'avança vers moi en s'essuyant les mains.

— Je vais voir ça. Vous venez ?

Je lui dis non et m'assis sur le bord de la chaîne. Personne ne me voyait, je me recoiffai. Plus haut, les Tunisiens fumaient. Arezki était avec eux.

Le chant partit de plus loin, de l'extrême bout de la chaîne. Un appel sourd, long. En face, les marteaux répondirent. Ils tapaient, cristallins, le même appel monocorde. Quelques mains bientôt se mirent à claquer. Mustapha courut dans l'allée. Il avait entendu.

— Oh, fit-il.

Il aspirait l'air, le gardait dans sa poitrine, « oh,

oh ! » Grimant sur un toit, il commença de taper en balançant la tête.

— Mus-ta-pha !

Deux fois, quelqu'un cria son nom. Il se mit à taper plus fort. Les Tunisiens se rapprochèrent, Arezki aussi. Toutes les mains claquèrent, scandant les mots que Mustapha du haut de sa voiture lançait dans le soleil. Il y avait dans l'atelier 76 un cercle d'hommes qui tapaient

en chantant, les yeux presque blancs, roulant la tête. Ce n'était plus un jeu, c'était, au sens pur du mot, une détente, une revanche sur les gestes rétrécis de la chaîne, sur son rythme étriqué. Les Français mettaient un point d'honneur à ne pas s'approcher. Quelques-uns, pourtant, qu'étonnait ce délire, regardaient et riaient. J'aperçus Lucien. Il était descendu lui aussi. Il ne fumait pas, il écoutait, il entendait. Lui, goûtait cette musique née comme un fleuve d'une mince et morne note traînée, tremblée, hésitante, saccadée, chevrotante : la corde lâchée du gambri, toujours la même note, prolongée, douloureuse, une épingle dans la chair qui agrandit un trou quand la note se gonfle et quand la corde claque. Sans doute, s'il l'eût osé, il serait entré dans le rythme précipité des mains. Elles frappaient la tôle à l'avant et à l'arrière de la voiture, énorme tambour métallique où de longs doigts de bronze glissaient, couvraient la voix de Mustapha, s'arrêtaient quand le garçon, tel un muezzin, scandait le « elbi el-bi » trainard de toutes les plaintes arabes. Il chantait, tapait, haletait, les yeux noyés, ivre de sa propre voix.

à suivre

Les syndicats face à 78

DES SYNDICALISTES DONNENT LEURS POINTS DE VUE



La soudaineté de la rupture a surpris les syndicalistes.

«La rupture des discussions entre les états-majors de la gauche a fait l'effet d'un coup de massue pour certains syndicalistes. Pour d'autres, c'est comme un réveil salutaire : «On s'était habitués. Depuis 72, il y avait le programme commun ; tout le monde ne parlait que d'Union ; et puis tout d'un coup, sans qu'on en comprenne tout de suite les raisons...» me disait un militant syndical parisien.

Le moment de surprise passé, c'est l'interrogation, le besoin de comprendre qui apparaît. Qu'ils

soutiennent le programme commun, qu'ils émettent des réserves à son encontre ou qu'ils soient carrément contre, les syndicalistes se préoccupent de la situation ainsi créée. Les partis de gauche ont, à leurs dépens sans doute, ouvert un débat politique parmi la masse des syndicalistes. Les accusations, les critiques se tournent de plus en plus vers ces partis de gauche qui promettaient tant de choses. Un fait est certain dans tout pris un sérieux coup. On le voit dans les points de vue que nous publions aujourd'hui.

G.P.

«On y pensait mais plutôt pour après 78...»

Tout de suite après la rupture, il y a eu toute une réflexion dans la CGT. A Besançon, on a mené plusieurs discussions, entre syndiqués CGT sur les questions posées par cette situation nouvelle à gauche. Voici quelques premières remarques de camarades CGT : «D'abord, il faut reconnaître que la rupture, on y pensait ; mais si c'était prévisible, on pensait qu'elle aurait lieu après les élections et non avant comme ça c'est produit. Certains accusent les socialistes. Mais de toute façon, on voit bien que la querelle est due surtout aux points de vue du PC et du PS qui sont différents sur le gouvernement et sur le partage du pouvoir. Le PC veut plus d'usines où il soit fort, donc plus de nationalisations... Là dessus, le PS a une stratégie de rechange. Certains ici pensent à une rupture PC-PS amenant une liaison du PS avec la droite. Mais de toute façon, on pense qu'il sera dur d'avoir ce qu'ils ont promis aux ouvriers. Il risque d'y avoir beaucoup de luttes et aussi beaucoup de déceptions. Alors le PC peut nous appeler à descendre dans la rue s'il y a des contradictions avec le PS. C'est pour cela qu'ils ont déjà leur querelle aujourd'hui : le PC veut pouvoir appeler les travailleurs à se regrouper pour le faire grandir... Syndicalement la bagarre sera plus dure !»

Ce sont des premiers éléments de discussion avec des camarades syndiqués CGT de la Ville...

Correspondant Besançon

CFDT Air France

Le besoin de comprendre

«Sur les réactions à la division de la gauche, sur les idées des travailleurs, telles que les militants les ont perçues et sur le débat qui se déroule au sein de la section, un militant d'Air-France, délégué syndical CFDT fait le point.

BEAUCOUP D'IDÉES, DE DISCUSSIONS

«Ceux qui ont réagi les premiers, ce sont les gens

du PCF. Juste après le coup de Fabre, ils se sont mis à se remuer. On a été surpris car ce n'est pas courant. Dans cette période, il y avait des problèmes syndicaux que la CGT ne traitait pas, car l'essentiel des militants de la CGT était occupé à diffuser des pétitions du PCF...

Pour la section CFDT, elle s'est retrouvée dans son ensemble dans une critique des deux partis,

bien que les attaques soient plus fortes contre le PCF. C'est vrai que, y compris chez nous, le sentiment est quand même à la déception. Cela montre bien les illusions qu'il y avait sur les promesses faites par la gauche. Mais d'un autre côté, cette situation a fait apparaître des masses de questions, un besoin de comprendre. Un autre aspect existe également, c'est une certaine inquiétude, une sorte de peur du vide ; plus de gauche pour se raccrocher, malgré tout. Alors, que faire ? Du coup, on prend conscience de la faiblesse des luttes dans la période, sans pour autant voir très clairement ce qu'il faut faire pour le moment...

La situation dans les têtes est assez confuse, mais les discussions sont riches et les points de vue assez divers. Il y a par exemple des camarades qui pensent que la querelle est une bonne chose, qu'ainsi la situation se clarifie en faisant apparaître plus clairement les contradictions, les différents de projets de société.

En tout cas, de nombreux militants pensent d'ores et déjà que même si la gauche parvient à un accord et fait front commun pour 78, ils ne pourront pas tenir les promesses qu'ils font, qu'ils n'en ont pas les moyens et que le consensus social vaste dont ils auraient besoin est entamé par cette division actuelle. D'autres pensent qu'il ne faut pas l'empêcher d'aller au pouvoir, car elle peut, malgré tout, réaliser quelques réformes utiles, le SMIC, par exemple... Le débat reste ouvert parmi nous.

SUR LES CAUSES DE LA RUPTURE

Au niveau de la CFDT, la position est unanime : la nationalisation ne résoud pas les problèmes des travailleurs ! Nous qui sommes dans une boîte nationalisée, on est bien placés pour le savoir. Plus largement, nous avons remarqué dans les discussions le point de vue des travailleurs là-dessus : nationaliser en masse, c'est sûr que c'est «un pas franchi» ! Mais vers quoi ? De toute manière, on ne voit pas les nationalisations comme une fin de soi ni comme le véritable enjeu du débat. Seulement, ça inquiète les gars : le PCF apparaît sur ce terrain comme un diviseur et le PS comme ne voulant pas donner satisfaction aux revendications des travailleurs.

A mon avis, le PCF veut aller le plus loin possible aujourd'hui pour avoir une position de force après les élections dans la gauche ! Je pense que les appels du pied à la CFDT vont dans ce sens : passer pour le seul interlocuteur du mouvement syndical, le «parti des travailleurs». Dans le même temps, il multiplie les efforts pour rallier les cadres. Il voudrait dans tous les cas isoler le PS avant 78, c'est assez clair !»

Écrivez-nous au Quotidien du Peuple ou téléphonez au : 636.73.76. (Demandez Stéphane Raynal ou Gérard Privat)

«Les travailleurs ont découvert deux projets distincts»

Confrontés à la querelle des partis de gauche, il faut reconnaître que les réactions et les analyses sont assez diversifiées. Lors de la récente rencontre régionale des militants CFDT - Alimentation de l'Aquitaine, pour une grande partie des militants présents, au départ l'Union de la gauche au pouvoir, c'était une possibilité d'obtenir satisfaction sur certaines revendications (salaires et conditions de travail). Mais la querelle actuelle fait tomber des illusions et planer des incertitudes. Peu de militants en fait prévoient la rupture. Ils se demandent maintenant dans quelle mesure elle est néfaste ; si, par exemple, elle peut avoir pour conséquence un renouveau de la droite. Beaucoup ne voyaient dans l'Union des deux partis de gauche qu'un seul et même projet politique. Aujourd'hui, la majorité se pose clairement la question : sommes-nous en présence de deux projets politiques ? Quelles sont les différences, sont-ils contradictoires ?

Une idée commence à faire son chemin : constatant la capacité actuelle du PCF et de la CGT à encadrer assez fortement le mouvement des masses, n'est-il pas possible de développer quelque chose de différent, autonome, plus anti-capitaliste ? Comment la CFDT peut-elle prendre sa place face à ceux qui n'ont comme seul objectif que le soutien à un gouvernement de gauche ? De l'avis assez général, il faut s'emparer aujourd'hui de la plate-forme CFDT, la discuter avec les travailleurs, préciser son contenu en particulier sur la question des conseils d'atelier, créer une dynamique de classe qui serve les intérêts des travailleurs (et non une dynamique électorale dont beaucoup se demandent à quoi elle pourrait bien servir) : telle est la conviction de très nombreux camarades CFDT.

Ainsi, on le voit, si le débat n'est pas encore bien clarifié, il existe aujourd'hui une certaine volonté d'avancer dans le sens d'une politique syndicale plus claire même si tous les éléments au débat ne sont pas aujourd'hui en place, que le manque d'information est évident et que les positions fluctuantes de la confédération CFDT ne permettent pas toujours sa clarification.

Correspondant Bordeaux

Un délégué CGT de Citroën (Paris 15^e), ancien membre du PCF

«La rupture était prévisible»

On a vu que la réaction de la CGT a été de soutenir le programme commun sans attaquer aucun des partis de gauche. La CGT de Citroën a écrit aux partis de gauche pour demander le maintien de la nationalisation de l'automobile. Elle pense être écoutée et ainsi avoir plus de possibilités pour que le programme de gouvernement soit le plus près possible de ses positions. Personnellement, je pense que la rupture était prévisible. Mitterrand a toujours fait des «crasses», c'est normal qu'il continue. Il se refuse à l'avènement du progrès social en France qui

passé par les nationalisations. D'ailleurs, si le PCF a fait alliance avec le PS, c'est qu'il s'est fait avoir à ce moment-là. Et puis aujourd'hui, le PCF est coincé, il n'a pas de tactique de rechange.

C'est vrai qu'avec la gauche au pouvoir, les rapports seront les mêmes qu'aujourd'hui. Si le programme commun était appliqué, il y aurait des améliorations mais pas de changements radicaux. Les nationalisations changeraient les choses. Moi, je pense qu'en cas de refus d'un gouvernement de gauche, on nationalisera de force.